

Mittwoch, den 4. Juni 2014

# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

2014

est une année de transition inédite pour le secteur bancaire luxembourgeois. Deux révolutions sont en marche: la fin progressive du secret bancaire, qui a été le pilier de la banque privée pendant des décennies, et la création de l'union bancaire européenne, qui doit assurer la sécurité du système bancaire de la zone euro. Ces deux changements fondamentaux sont analysés dans ce «Classement des banques». La première révolution n'est pas simplement en train de bouleverser le métier de banquier privé, elle transforme radicalement notre rapport aux données financières des particuliers. Celles-ci passent peu à peu de la sphère privée à une sphère quasi-publique. La deuxième révolution retire au Luxembourg une partie de sa souveraineté économique en mettant la moitié de ses banques sous supervision directe de la Banque centrale européenne. Une mesure présentée comme une avancée car elle participe à rendre le système bancaire plus sûr et donc à ramener la confiance dans nos banques.

SPÉCIAL ÉCONOMIE & FINANCES

 Luxemburger Wort  
[www.wort.lu](http://www.wort.lu)



## Sommaire - Inhalt

Horrorszenarien sind nicht eingetreten  
KPMG analysiert die Ergebnisse der Banken. Seite 6-8

«Un impact positif sur la sécurité bancaire»  
Entretien avec Yves Maas, président de l'ABBL. Page 10

Classement des banques 2013 – Die Ergebnisse der Banken im Gesamtüberblick  
Page/Seite 12-15

Sonderheiten der deutschen Bankenlandschaft  
Das Drei-Säulen-Modell macht die Bankenaufsicht zu einer besonderen Herausforderung.  
Seite 16

La transition est déjà en marche  
La CSSF va voir son rôle de supervision bancaire limité au niveau national. Page 18

La France bien armée pour les stress tests  
L'opération est estimée à 80 millions d'euros. Page 19

Un mouvement inéluctable vers plus de transparence  
L'échange automatique fiscal devient la norme internationale. Page 20

Un risque vertigineux mais contrôlé  
La banque dépositaire du Luxembourg est un risque systémique mondial. Page 25

Wachsende Kosten durch Vorschriften  
Immer neue Regelwerke stellen die Depotbanken vor groÙe Herausforderungen.  
Seite 26

## Impressum

Das vorliegende Heft „Classement des banques“ ist eine Beilage der Ausgabe des „Luxemburger Wort“ vom 4. Juni 2014.

Koordination und Konzept:  
Linda Cortey  
Titelbild: Tania Schmartz  
Layout: Michel Rottigni  
Tabellen: Bernard Warken  
Anzeigen: www.régie.lu

## Entretien avec Pierre Gramegna, ministre des Finances

# «Nous garderons la notion de confidentialité»

Le ministre des Finances revient sur la fin programmée du secret bancaire et la construction de l'union bancaire

PAR LINDA CORTEY

La place financière luxembourgeoise connaît actuellement des évolutions fondamentales dans son modèle d'affaires, avec la fin progressive du secret bancaire, que dans sa gouvernance avec la mise en place de l'union bancaire. Ces deux mouvements nés de la crise financière de 2008 connaissent cette année leurs premières réalisations concrètes et sont soutenus par le ministre des Finances Pierre Gramegna qui voit dans les changements à venir de réelles opportunités pour la place financière. Avec en ligne de mire l'amélioration de l'image de marque du Luxembourg.

■ L'abandon partiel du secret bancaire a été annoncé par le précédent gouvernement. Vous avez poursuivi et amplifié ce mouvement en acceptant d'élargir la directive européenne sur l'épargne et en vous joignant à l'initiative de l'OCDE sur l'adoption de standards internationaux sur l'échange automatique d'information en matière fiscale. Était-ce un mouvement inévitable?

La volonté du gouvernement luxembourgeois d'aller vers l'échange automatique d'informations en matière fiscale s'est faite de manière graduelle. Il y a tout d'abord eu l'annonce de l'ancien Premier ministre que le Luxembourg allait s'engager dans cette voie. Néanmoins, il y a eu ensuite un certain blocage sur la mise en œuvre de cette annonce. Le nouveau gouvernement a dû débloquer cette situation et je crois que nous y sommes parvenus de manière graduelle et relativement harmonieuse. Nous avons d'abord maintenu la position du gouvernement sortant lors du premier sommet Ecofin. Ensuite, à la vue des réactions et des opinions que nous avons reçues du secteur financier et aussi de la vue des évolutions du dossier à l'échelle mondiale, nous avons choisi d'assumer complètement ce virage et d'accepter l'échange automatique d'une manière beaucoup plus large. Cela réduit comme peau de chagrin le secret bancaire tel que nous l'avons connu. Ce processus graduel a permis à la place financière de s'adapter. Nous avons pu constater que le secret bancaire était utile pour la banque privée, mais beaucoup moins pour les autres secteurs de la Place. Ce changement de cap va en fait changer durablement l'image de marque de notre place financière et faciliter la promotion de ses autres piliers.

■ Les plus petites banques ont davantage de difficultés à s'adapter...

La disparition programmée du secret bancaire a un double effet. Cela oblige les banques à être plus compétitives et cela améliore notre image de marque. Pour devenir plus compétitives, les banques doivent inventer de nouveaux produits, avoir de nouveaux services et utiliser au mieux tous les outils qu'offre la place financière. Notre gouvernement s'est inscrit dans la continuité avec le précédent en ce sens qu'il continue à miser sur la place financière et à la diversifier. Nous sommes actuellement en train de travailler sur le projet de la fondation patrimoniale. Nous allons continuer à enrichir la gamme des instruments grâce aussi à une revitalisation du haut comité pour la place financière qui s'est dotée d'une douzaine de groupes de travail qui réfléchissent sur les outils à créer. Les banques présentes ici peuvent s'appuyer sur ces outils et ils leur appartiennent de les utiliser au mieux.

■ N'y a-t-il pas un danger pour la banque privée au Luxembourg?

Les banques ont pu anticiper et préparer leur personnel. Si je regarde aujourd'hui les dépôts des personnes physiques et les dépôts des entreprises auprès des banques, on constate en mars de cette année par rapport à mars de l'année dernière



Pour le ministre des Finances, Pierre Gramegna, la fin programmée du secret bancaire constitue avant tout une opportunité pour les banques luxembourgeoises et pour la place financière dans son ensemble.  
(PHOTO: SERGE WALDBILLIG)

■ Dans les négociations européennes sur l'abandon du secret bancaire, le Luxembourg a toujours demandé à ce qu'il y ait un «level playing field», des règles du jeu similaires entre les places financières. Avec l'accélération des négociations sur un modèle mondial d'échange automatique depuis fin 2013, a-t-on atteint ce «level playing field»?

Je dirais que nous arrivons bien au-delà de nos attentes initiales puisque notre raisonnement était que cinq pays européens hors UE - y compris la Suisse - devaient adopter le même niveau de renseignement pour que le Luxembourg puisse se diriger dans la même direction. Entre-temps les choses ont évolué très vite. Le «level playing field» va désormais bien plus loin que l'Europe. Les travaux de l'OCDE ont évolué plus vite qu'on ne le pensait et le standard de l'OCDE, le «common reporting standard» a été agréé par tous les pays de l'OCDE et même au-delà avec Singapour et la Chine. Le «level playing field» se développe, s'élargit à l'échelle planétaire. Cela montre que le Luxembourg avait une position initiale tout à fait juste en disant qu'il ne fallait pas des normes qui s'appliquent uniquement en Europe car, si on procède de la sorte, on nuit à l'attractivité de l'Union européenne en général.

■ Depuis la crise financière de 2008, la pression est forte pour aboutir à une transparence totale concernant les informations financières des particuliers. Jusqu'où ira ce mouvement de balancier vers plus de transparence?

l'union bancaire

Luxembourg. Selon la Banque centrale du Luxembourg (BCL) 26.153 personnes étaient employées dans les établissements de crédit du Luxembourg au 31 mars 2014 (selon

des chiffres provisoires). Soit une baisse de 84 emplois par rapport au 31 décembre 2013. En comparaison annuelle, la baisse est de 242 emplois. Entre décembre 2013 et mars

2014, 44 établissements de crédit ont augmenté leurs effectifs (de 1 à 49 employés), tandis que 41 établissements de crédit ont diminué leurs effectifs (de 1 à 53 employés).

Par ailleurs, le nombre d'établissements de crédit a augmenté de deux unités sur la période pour s'établir à 149 institutions fin mars 2014. (C.)

## L'emploi bancaire baisse doucement

Les banques luxembourgeoises emploient 26.153 personnes fin mars 2014

## Solidité et croissance

Franchise commerciale (Mds d'EUR)	31/12/2012	31/12/2013	Évolution 2012 versus 2013
Actifs sous gestion	28,97	28,77	-0,7%
Dépôts bilatéraux	11,55	12,50	+8,2%
Prêts à la clientèle	9,55	10,06	+5,3%
<b>Compte de résultat (Mio d'EUR)</b>			
Revenus	360	504	+40%
Coûts	(331)	(341)	+3%
Résultat net	30	113	+275%
<b>Solvabilité et Rating long terme</b>			
Ratio Tier 1 (Bâle II)	14,39%	14,93%	
Fitch Ratings	A-	A-	
Standard & Poor's	A-	A-	

BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG

**Vous avant tout**

**BIL** 1856

Banque Internationale à Luxembourg SA, 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, RCS Luxembourg B-6307 - www.bil.com

BANQUE PRIVÉE - SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES - MARCHÉS FINANCIERS - BANQUE DE DÉTAIL

LUXEMBOURG - BELGIQUE - DANEMARK - MOYEN ORIENT - SINGAPOUR - SUISSE



# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

4

## Résultat net - Profit for the financial year - Ergebnis des Geschäftsjahrs

	en millions de EUR	2013	2012	%
1 Société Générale Bank & Trust	311,816	433,021	-27,99	
2 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	208,397	198,151	5,17	
3 Deutsche Bank Luxembourg S.A.	189,337	251,041	-24,58	
4 State Street Bank Luxembourg S.A.	180,945	153,831	17,63	
5 CACEIS Bank Luxembourg	171,002	208,081	-17,82	
6 Banque Internationale à Luxembourg	167,860	30,669	447,33	
7 Société Européenne de Banque S.A.	166,218	133,513	24,50	
8 BGL BNP Paribas	146,301	191,300	-23,52	
9 UniCredit Luxembourg S.A.	129,135	180,888	-28,61	
10 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	125,990	162,066	-22,26	
11 ING LUXEMBOURG S.A.	120,434	143,757	-16,22	
12 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	113,237	73,278	54,53	
13 Pictet & Cie (Europe) S.A.	86,641	37,779	129,34	
14 Deutsche Postbank International S.A.	79,565	85,105	-6,51	
15 PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A.	72,240	27,935	158,60	
16 Banque de Luxembourg S.A.	68,513	62,874	8,97	
17 Banque Degroof Luxembourg S.A.	58,676	49,008	19,73	
18 Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	54,177	55,886	-3,06	
19 Nordea Bank S.A.	51,986	46,730	11,25	
20 DZ PRIVATBANK S.A.	45,045	45,607	-1,23	
21 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxembourg	44,967	77,731	-42,15	
22 Crédit Agricole Luxembourg	40,891	103,031	-60,31	
23 UBS (Luxembourg) S.A.	40,324	56,726	-28,91	
24 Société Nationale de Crédit et d'Investissement	38,123	45,520	-16,25	
25 Delen Private Bank Luxembourg S.A.	38,085	32,002	19,01	
26 KBL European Private Bankers S.A.	35,230	-305,771	-111,52	
27 John Deere Bank S.A.	32,937	30,562	7,77	
28 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.	30,085	25,478	18,08	
29 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	28,421	17,815	59,53	
30 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe	27,119	33,927	-20,07	
31 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	26,955	34,380	-21,60	
32 Banque Safra-Luxembourg S.A.	26,858	25,100	7,00	
33 RBC Investor Services Bank S.A.	25,705	-26,993	-195,23	
34 Skandinaviska Enskilda Banken S.A.	25,037	25,717	-2,64	
35 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.	23,458	11,521	103,60	
36 Landesbank Berlin International S.A.	22,470	22,361	0,49	
37 Advanzia Bank S.A.	21,273	13,058	62,91	
38 Commerzbank International S.A.	20,594	16,453	25,17	
39 Clearstream Banking S.A.	19,090	125,044	-84,73	
40 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.	19,001	20,573	-7,64	
41 Banco Bradesco Europa S.A.	18,099	26,415	-31,48	
42 Banque Raiffeisen	17,796	42,943	-58,56	
43 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.	17,142	20,846	-17,77	
44 Danske Bank International S.A.	16,200	13,802	17,38	
45 Natixis Bank	16,147	32,844	-50,84	
46 Credem International (Lux)	15,354	21,398	-28,24	
47 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.	14,749	28,428	-48,12	
48 Dexia LdG Banque S.A.	14,003	29,176	-52,01	
49 HSH Nordbank Securities S.A.	13,832	10,054	37,58	
50 Union Bancaire Privée (Europe) S.A.	12,535	6,140	104,15	
51 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.	11,072	9,498	16,57	
52 East West United Bank S.A.	10,781	8,558	25,98	
53 EFG Bank (Luxembourg) S.A.	6,862	9,213	-25,52	
54 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.	6,468	20,305	-68,15	
55 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.	6,083	4,626	31,50	
56 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	5,221	3,679	41,90	
57 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA	5,001	6,295	-20,54	
58 Banque Carnegie Luxembourg S.A.	4,838	3,751	28,98	
59 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	4,693	6,067	-22,65	
60 DNB Luxembourg S.A.	4,505	2,979	51,23	
61 Banque Pulaetco Dewaay Luxembourg S.A.	4,094	4,000	2,34	
62 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	4,032	7,013	-42,50	
63 Banque de Patrimoines Privés	3,747	1,358	175,96	
64 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A.	3,153	11,239	-71,95	
65 Banco Popolare Luxembourg S.A.	2,841	3,629	-21,71	
66 Bank Leumi (Luxembourg) S.A.	2,773	4,002	-30,71	
67 Keytrade Bank Luxembourg S.A.	2,558	3,000	-14,76	
68 Bank of China (Luxembourg) S.A.	2,541	3,310	-23,23	
69 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.	2,121	3,196	-33,63	
70 Banque Transatlantique Luxembourg S.A.	1,721	,512	236,21	
71 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.	1,308	2,458	-46,78	
72 Freie Internationale Sparkasse S.A.	1,265	1,150	10,00	
73 Andbank Luxembourg	1,160	-614	-288,79	
74 Svenska Handelsbanken S.A.	0,882	1,166	-24,38	
75 Argentabank Luxembourg S.A.	0,757	1,481	-48,91	
76 Banque BCP S.A.	0,546	1,090	-49,90	
77 Banco Itaú Europa Luxembourg S.A.	0,498	15,326	-96,75	
78 Hypo Pfandbrief Bank International S.A.	0,300	7,000	-95,71	
79 La Française AM Private Bank	0,296	-2,074	-114,28	
80 Banque Havilland S.A.	0,292	6,214	-95,31	
81 Frankfurter Volksbank International S.A.	0,228	0,830	-72,51	
82 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A.	0,101	0,617	-83,63	
83 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.	0,038	0,070	-45,81	
84 Fortuna Banque s.c.	0,016	0,403	-96,09	
85 Comèr Banque (Luxembourg) S.A.	0,005	0,989	-99,51	
86 BHF-BANK International	0,000	0,000		
87 VP Bank (Luxembourg) S.A.	-0,050	10,625	-100,47	
88 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.	-0,130	-0,421	-69,23	
89 TD Bank International S.A.	-0,230	0,677	-133,98	
90 China Construction Bank (Europe) S.A.	-0,913			
91 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.	-1,017	-1,155	-12,00	
92 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A.	-1,081	-3,832	-71,79	
93 GBP International S.A.	-1,306			
94 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	-1,712	-2,397	-28,56	
95 BSI Luxembourg S.A.	-2,170	3,053	-171,09	
96 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA	-2,289	-3,076	-25,58	
97 ABLV Bank Luxembourg S.A.	-3,412	-1,834	86,09	
98 UBI Banca International S.A.	-11,378	0,774	-1570,96	
99 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	-16,041	-11,088	44,66	
100 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	-22,156	18,732	-218,28	
101 Banque LB Lux S.A.	-46,314	15,801	-393,11	
102 Hypothekenbank Frankfurt International S.A.	-53,882	-30,047	79,33	
103 LBW Luxembourg S.A.	-64,800	9,100	-812,09	
104 Banque Öhman S.A.		1,700	-100,00	
105 Société Générale LDG		1,547	-100,00	
106 Lombard Odier (Europe) S.A.		0,268	-100,00	
107 Catella Bank S.A.		-4,133	-100,00	
108 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE				
109 Société Générale Financing and Distribution				

## Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number) - Personalbestand (Anzahl)

	2013	2012	%
1 BGL BNP Paribas	2.792	2.798	-0,21
2 Banque Internationale à Luxembourg	1.868	1.899	-1,63
3 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	1.797	1.787	0,56
4 RBC Investor Services Bank S.A.	1.472	1.626	-9,47
5 KBL European Private Bankers S.A.	951	979	-2,86
6 CACEIS Bank Luxembourg	838	848	-1,18
7 Société Générale Bank & Trust	829	841	-1,43
8 DZ PRIVATBANK S.A.	810	781	3,71
9 ING LUXEMBOURG S.A.	791	793	-0,25
10 Banque de Luxembourg S.A.	744	749	-0,67
11 State Street Bank Luxembourg S.A.	715	708	0,99
12 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe	656	706	-7,08
13 Banque Raiffeisen	580	550	5,45
14 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	518	559	-7,33
15 UBS (Luxembourg) S.A.	438	421	4,04
16 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	397	411	-3,41
17 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	363	401	-9,48
18 Crédit Agricole Luxembourg	359	343	4,66
19 Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	350	315	11,11
20 Clearstream Banking S.A.	322	319	0,94
21 Nordea Bank S.A.	313	305	2,62
22 Deutsche Bank Luxembourg S.A.	299	306	-2,29
23 Banque Degroof Luxembourg S.A.	289	295	-2,03



# «Nous garderons notre confidentialité»

(Suite de l'interview de Pierre Gramagna de la page 3)

■ L'union bancaire européenne a été validée par les Etats et le Parlement européen. Elle va devenir réalité par étape entre novembre prochain et début 2016. Cela apporte réellement une meilleure sécurité pour la zone euro?

Il faut souligner que le fait d'avoir réussi à négocier cette union bancaire est un résultat majeur de la zone euro. Pendant des années on a dit que l'euro était menacé et que l'Europe ne trouverait pas de solution alors nous pouvons dire que l'on a atteint un résultat remarquable. Je m'en réjouis particulièrement pour le Luxembourg qui, avec une grande place financière internationale, est naturellement très exposé lors d'une crise financière - comme nous l'avons d'ailleurs appris à nos dépens - même si, finalement, l'histoire a été clément avec nous. Grâce à l'union bancaire, on a des réponses standardisées et tout un éventail qui nous protège en tant que pays et qui protège le contribuable et les épargnants. Pour le contribuable, on veut éviter le cercle vicieux qui - avant l'union bancaire - faisait qu'en cas de recapitalisation d'une grande banque c'était à l'Etat et donc au contribuable de sauver la banque. Désormais, ce cercle vicieux sera rompu puisqu'on évitera de recourir aux fonds des Etats pour recapitaliser les banques.

■ Ce système empêchera-t-il de connaître de nouveau une situation comme en 2008 où il a fallu sauver deux banques très vite, à chaque fois en un week-end?

On connaîtra malheureusement encore des week-ends difficiles pour les banques dans les 100 prochaines années mais ce qu'on aura c'est un cadre de résolution qui n'existe pas jusqu'à présent. Un schéma selon lequel nous pourrons résoudre la crise de la banque, avec un fonds de 55 milliards pour sauver cette banque et une répartition des rôles clairement délimités. Il y aura tou-

jours des week-ends douloureux mais on aura le livre de bord de ce qu'il faudra appliquer.

■ Les clients des banques luxembourgeoises bénéficient déjà d'une garantie de leurs dépôts jusqu'à 100.000 euros. Qu'est-ce que l'union bancaire change pour eux?

Le déposant sera protégé jusqu'à 100.000 euros. Ce qui exigera du côté luxembourgeois un changement de l'actuel système de fonctionnement de l'AGDL (Association pour la garantie des dépôts Luxembourg) qui repose sur un financement ex post. Il nous faudra trouver un système de financement de ce fonds qui donne encore plus d'assurance et permet d'assurer le paiement des dépôts avec célérité en cas de défaillance, ce qui est un élément fondamental pour la confiance. On est en train de travailler sur cette réforme. L'AGDL rassemblera toutes les banques, simplement le financement sera anticipatif et il y aura d'autres modalités qu'il faudra adapter.

■ L'union bancaire prévoit également un fonds de résolution qui atteindra environ 55 milliards d'euros dans huit ans. Comment sera calculée la participation des banques luxembourgeoises à ce fonds?

C'est une question qui n'est pas encore résolue. Il est très difficile de donner des indications sur les critères qui seront retenus car la commission s'est engagée à faire des propositions sur les contributions nationales pour cet été. Pour l'instant, il n'y a pas encore de texte ni d'indication sur le mode de cal-

cul. La seule chose que je peux dire c'est que si on tient compte de l'importance de la place financière luxembourgeoise sur l'échiquier européen, il est clair que la contribution luxembourgeoise sera relativement importante.

■ Le Luxembourg, comme les autres pays de la zone euro, va perdre ses prérogatives pour la supervision des banques. Quel est l'intérêt?

Ce sera un enrichissement tout à fait fondamental parce que la supervision européenne sera centralisée. La moitié des banques situées au Luxembourg sera con-

fonds de résolution et des fonds de garantie va notamment s'étaler pendant huit ans. Quand pourra-t-on parler réellement d'une union bancaire au sein de la zone euro?

On peut parler de l'union bancaire dès la fin de cette année car le système de supervision sera mis en place et, dans les 18 prochains mois, les deux autres piliers seront mis en place.

■ Plus largement, quand pourra-t-on envisager la zone euro comme un marché bancaire unifié dans lequel la place financière luxembourgeoise ne serait plus considérée comme une place nationale disproportionnée mais comme une place européenne?

A mon sens, nous sommes déjà dans une zone européenne unique. Notre discours depuis toujours concernant la taille de notre place financière est que notre place sert surtout le marché unique européen et la zone euro. Il faut donc mesurer la taille de la place financière par rapport à son potentiel de clients qui est européen.

■ La fin du secret bancaire est en cours, l'intégration au sein de l'union bancaire aussi. Les critiques envers le Luxembourg ne se sont pas éteintes pour autant. Faudra-t-il attendre encore longtemps pour voir une amélioration de l'image du Luxembourg?

On peut dire que l'amélioration de l'image est en phase de démarrage. Il est tout à fait compréhensible qu'une réputation, fondée ou infondée, ne pourra pas être contrecarrée en quelques semaines ou par un changement d'attitude important mais que le grand public ne suit que de loin. Pour améliorer l'image, il faudra du temps et je peux vous dire que j'y travaillerai jour et nuit avec beaucoup d'endurance et d'assiduité dans les prochaines années. C'est la tâche de mon ministère mais aussi de tout le gouvernement et c'est un message qu'il faudra porter régulièrement. On ne changera pas d'image en un clin d'œil.



On ne changera pas d'image en un clin d'œil, reconnaît Pierre Gramagna.

(PHOTO: SERGE WALDBILLIG)

**Le cercle vicieux est rompu puisqu'on évitera de recourir aux fonds des Etats pour recapitaliser les banques».**

trolée directement par la Banque centrale européenne (BCE) et l'autre moitié par la CSSF. Nous garderons un contact direct avec les banques, ce contact sera même quotidien avec les banques supervisées par la CSSF. Mais nous aurons aussi une unité de supervision dans toute l'Europe. On ne pourra pas soupçonner le Luxembourg, si jamais ces soupçons ont existé, que notre supervision n'est pas bonne. Désormais ce sera la même pour tous les pays.

■ Les éléments de l'union bancaire se mettent en place progressivement, l'approvisionnement des

## La BCE facturera 260 millions aux banques supervisées

Les plus grandes d'entre elles seront amenées à débourser 15 millions d'euros

**Francfort.** La Banque centrale européenne (BCE) va facturer environ 260 millions d'euros pour l'année 2015 aux banques qui vont passer sous sa supervision à compter de novembre, a-t-elle annoncé fin mai. Cette somme sera répartie entre les 130 groupes bancaires les plus importants qui seront sous sa surveillance directe et les quelque 5.800 établissements plus petits dont la supervision continuera d'être assurée par les superviseurs nationaux. Elle doit couvrir la totalité des dépenses engagées par la BCE pour assumer son nouveau rôle. «C'est un système juste. Les plus

Quelque 50% des banques les plus importantes devront payer des montants compris entre 700.000 euros et deux millions d'euros. Mais les plus grandes d'entre elles seront amenées à débourser 15 millions d'euros. Parmi les établissements les plus petits, 75% paieront entre 2.000 et 7.000 euros, tandis que certains devront débourser 200.000 euros.

Selon un autre chiffre, le coût de la supervision sera assumé à 85 % par les plus grands groupes bancaires sous supervision directe de la BCE, les 15 % étant à la charge des plus petits établissements. «C'est un système juste. Les plus

grandes banques avec un profil de risque plus important paient le plus», a jugé Steven Keuning, di-

recteur pour les ressources humaines et le budget. Selon lui, le montant de 260 millions d'euros



Les sommes demandées doivent couvrir la totalité des dépenses engagées par la BCE pour assumer son nouveau rôle.

(PHOTO: AFP)

réclamés est en outre «modeste» car il ne représente que 0,001 % du montant des actifs supervisés.

Les banques pourront toutefois faire leurs remarques sur la structure de ces coûts lors de la consultation publique ouverte ce mardi et jusqu'au 11 juillet, dont les conclusions seront annoncées début novembre (bien début novembre). Selon l'institution monétaire de Francfort, les coûts facturés aux banques recouvrent pour 60 % les charges de personnel, pour 10 % ceux liés aux locaux et pour 30 % les coûts opérationnels comme les voyages, les services informatiques ou de consulting. (AFP)



Analyse der Ergebnisse des Bankengeschäftsjahres 2013

## Horrorszenarien sind nicht eingetreten

Die Bilanzsumme aller Banken liegt mit 713 Milliarden Euro (minus drei Prozent) knapp über dem Niveau von 2004 und 215

VON THOMAS FELD  
UND MARCO WEBER \*

KPMG Luxembourg veröffentlicht Mitte Juni im „Luxembourg Banking Insights“ zum neunten Mal seine jährliche Analyse des Bankenmarktes Luxemburg. Die meisten Banken haben ihre Jahresabschlüsse 2013 inzwischen veröffentlicht.

Anhaltende Regulierung, dauerhaftes Niedrigzinsniveau, Margen- sowie Kostendruck – diese Herausforderungen sind derzeit in den Banken allgegenwärtig. Doch inwieweit sind diese Begriffe aus den im Rahmen des jährlichen Berichts der CSSF veröffentlichten Zahlen für das Jahr 2013 abzulesen, die CSSF-Präsident Jean Guill als „guten Jahrgang“ bezeichnete und sich durch folgende Entwicklungen kennzeichnete:

■ Das **Gesamtergebnis** 2013 liegt auf dem Niveau des Vorjahrs;

■ Dem Anstieg des **Provisionsergebnisses** um 0,3 Milliarden Euro steht ein Rückgang des Zinsergebnisses um 0,5 Milliarden Euro gegenüber;

■ Der Steigerung des **Saldos der sonstigen Erträge** von 0,9 Milliarden Euro stehen höhere Verwaltungsaufwendungen (0,2 Milliarden Euro), Wertberichtigungen (0,2 Milliarden Euro) und Steueraufwendungen (0,3 Milliarden Euro) entgegen;

Die Luxemburger Zentralbank BCL und die Bankenaufsicht CSSF publizierten ihre jeweiligen Jahresberichte 2013 zum Finanzplatz Luxemburg vor einigen Wochen und stellen die Entwicklung des Bankplatzes auf Basis der Gesamtdaten, ermittelt auf Basis von einheitlichen Bilanzierungsvorschriften, aller Luxemburger Banken dar. Diese



Die Deutsche Bank Luxembourg S.A. ist – wie schon in den Vorjahren – Spitzentreiter bei der Bilanzsumme.

(FOTO: MARC WILWERT)

Daten werden im Folgenden zu den vorliegenden Detailergebnissen der Banken in Bezug gesetzt, die entweder LUX-GAAP- oder IFRS-Werte darstellen. Die Abschlüsse der 38 in Luxemburg vertretenen Niederlassungen von Banken aus anderen Ländern werden nicht publiziert, sind aber in den Gesamtstatistiken enthalten.

Die Phase der Niedrigzinspolitik wird noch länger anhalten

Die Niedrigzinspolitik als Folge der Finanz- und Staatsschuldenkrise ist aus Sicht der EZB erforderlich, um das Finanzsystem stabil zu halten. Die Flutung der Märkte mit billiger Liquidität soll Liquiditätsengpässe von Banken vermeiden sowie einen

weiteren Ankauf von Staatsanleihen begünstigen. Die Ursache der Krise, die ausufernde Staatsverschuldung, ist kurzfristig nicht zu beheben, somit ist davon auszugehen, dass die Phase der Niedrigzinspolitik noch länger anhalten wird.

Neben der aktuellen Niedrigzinsphase sind auch gesunkene Volumina sowie geringere Margen ursächlich für das um 8,8 Prozent geänderte Zinsergebnis der Luxemburger Banken. Risikiert man einen genaueren Blick auf die Zahlen, so ist zu erkennen, dass ein Großteil der Banken von dem Rückgang betroffen sind. So haben in etwa 75 Prozent der Luxemburger Institute einen Rückgang bei ihrem Zinser-

gebnis im Vergleich zu 2012 zu verzeichnen. Die höchsten Zinsergebnisse 2013 erzielten BGL BNP Paribas (548 Millionen Euro), Spuerkeess (391 Millionen Euro), Deutsche Bank Luxembourg (365 Millionen Euro), die Société Générale Bank & Trust (242 Millionen Euro) und Banque Internationale à Luxembourg (235 Millionen Euro).

Deutlich positiver stellt sich das Provisionsergebnis der Luxemburger Banken dar, eine Steigerung in Höhe von 7,5 Prozent bzw. 279 Millionen Euro führte zu einem Provisionsergebnis auf Höhe des Vorjahrs 2007. Ursächlich hierfür ist insbesondere das durch die Investmentfonds getriebene Geschäft. 2013 konnte die Anzahl der

Investmentfonds um 61 auf 3 902 gesteigert werden, das verwaltete Vermögen belief sich auf 2 615 Milliarden Euro, eine Steigerung von zehn Prozent. Zusätzlich ließ die positive Börsentwicklung die Preise, die verwalteten Volumina sowie die Anzahl der durchgeführten Transaktionen ansteigen.

Anteil der Kunden aus Nicht-EU-Ländern steigt von 33 auf 40 Prozent

Während das fondsinduzierte Provisionsergebnis für einige Luxemburger Banken zur Hauptertragsquelle aufgestiegen ist, befindet sich die Vermögensverwaltung mit Privatkunden in einer Phase des Wandels. Dies hat ihren Ursprung in der Finanzkrise und kennzeichnet sich seitdem durch ein verändertes Kundenerhalten sowie ein gestiegenes Anspruchsdenkeln der Privatkunden. Stellvertretend werden dabei Transparenz, ganzheitliche Betreuung sowie auf den Kunden individuelle zugeschnittene Beratung genannt. Ein weiterer Schritt in Richtung Transparenz war dabei der im Vorjahr angekündigte automatische Informationsaustausch.

Die von vielen Experten prophezeiten Horrorszenarien sind dabei nicht eingetreten, die vor allem in der ersten Jahreshälfte zu beobachtende Kundenflucht ist mittlerweile wieder abgebaut und entfiel im Wesentlichen auf Kunden mit kleineren Vermögen. Die Private Banking Group der ABBL ist hinsichtlich der Aussichten weiter positiv gestimmt und sieht in der Vermögensverwaltung auch zukünftig eine der wichtigsten Aktivitäten des Finanzplatzes. Dabei wird das auf Privatkunden entfallende verwaltete Vermögen per Ende 2013 auf 305 Milliarden Euro geschätzt, davon entfallen bereits 59 Prozent auf sogenannte

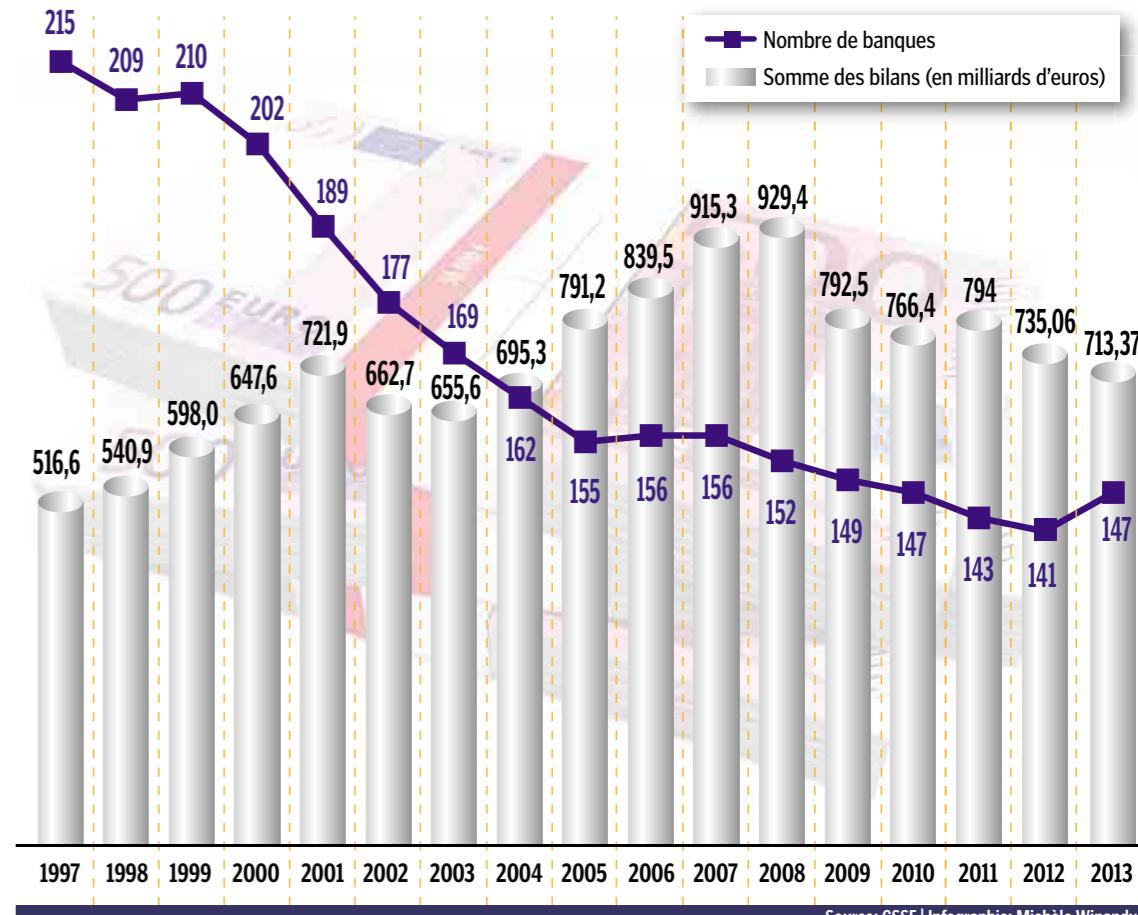
### Distribution du nombre d'employés par banque

Nombre de banques

Nombre d'employés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
> 1.000	5	5	5	5	6	6	5	5
500 à 1.000	7	9	8	9	8	9	10	9
400 à 500	3	2	4	3	1	3	3	2
300 à 400	8	10	11	9	9	7	6	7
200 à 300	10	9	8	8	7	5	7	8
100 à 200	18	18	16	18	16	15	17	18
50 à 100	18	21	20	20	21	21	16	15
< 50	87	82	80	77	79	77	77	83
Total	156	156	152	149	147	143	141	147

Source: CSSF | Infographie: Michèle Winandy

### Evolution du secteur bancaire depuis 1997



Milliarden Euro unter dem Höchststand aus 2008

High Net Worth Individuals. Ebenso konnte seit 2008 der Anteil der Kunden aus Nicht-EU-Ländern von 33 auf 40 Prozent gesteigert werden. Für die im Privatbankgeschäft tätigen Luxemburger Banken bestehen die Herausforderungen zukünftig insbesondere darin, die angesprochenen vermögenden Privatkunden aus Nicht-EU-Ländern durch neue Produkte, Dienstleistungen, Qualität sowie Services für spezielle Kundengruppen für sich zu gewinnen.

**Die Verwaltungskosten haben sich um 4,2 Prozent erhöht**

Spitzenreiter beim Provisionsergebnis 2013 ist weiterhin Clearstream Banking mit einem Überschuss von 356 Millionen Euro, danach folgt J.P. Morgan Bank Luxembourg mit 236 Millionen Euro, auf dem dritten Rang liegt die State Street Bank Luxembourg mit 211 Millionen Euro.

(Fortsetzung Seite 8)



You aussi, vous pensez  
que la confiance  
est essentielle aux  
plus belles réussites ?

À LA BANQUE PRIVÉE,  
NOUS DONNONS LE MEILLEUR POUR MÉRITER  
VOTRE CONFiance CHAQUE JOUR

BGL BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

Pour la 3<sup>e</sup> fois en 5 ans, BGL BNP Paribas reçoit le 1<sup>er</sup> prix du classement Euromoney : « Best Private Bank au Luxembourg ». Une reconnaissance qui récompense la qualité des services et des conseils que nous vous apportons chaque jour. »

BGL BNP Paribas meilleure banque privée au Luxembourg (Euromoney 2014)

bgl.lu/banqueprivée



# Horrorszenarien sind nicht eingetreten

(Fortsetzung von Seite 7)

Ertragsbelastend wirkt auch wie in den Vorjahren der anhaltende Anstieg der sonstigen Verwaltungskosten, der 2013 mit 3,2 Prozent zu Buche schlägt. Trotz der in vielen Häusern durchgeführten Kosten-senkungsmaßnahmen schlagen die Aufwendungen für die Umsetzung der Vielzahl an neuen Regularien wie EMIR, CRD IV oder AIFM in Form von Beratungs-, Projekt- oder IT-Kosten durch. Die überhand nehmenden neuen Regularien werden auch das Hauptthema 2014 sein: Die von Bundesbankpräsident Jens Weidmann und anderen Vertretern von Aufsichtsbehörden kürzlich getroffenen Aussagen, dass von Überregulierung keine Rede sein kann, können wohl nur die wenigsten Banken bestätigen, selbst für mittlere und größere Banken stellen die neuen Regeln teilweise eine nicht zu bewältigende Herausforderung dar. Gespannt sein darf man auch auf die Auswirkungen der von der EZB initiierten Asset Quality Reviews (AQR) sowie des anschließenden Stresstests, wo-



Beim Nettovermögen, den Eigenmitteln und dem Personal ist die BCEE unter den ersten drei. (Foto: MARC WILWERTH)

von sieben Luxemburger Banken direkt sowie eine Vielzahl indirekt durch ihre Mutterhäuser betroffen sind: Zum einen auf die hierdurch resultierenden Verwaltungskosten sowie zum anderen auf potentielle Kapitalmaßnahmen sowie strengere Bewertungsvorschriften.

Trotz des Rückgangs der operativen Erträge und den abermals gestiegenen Verwaltungsaufwendungen konnten die Luxemburger Banken ein Nettoergebnis auf dem Niveau des Vorjahrs erzielen. Dies resultiert überwiegend aus positiven Bewertungsergebnissen als Folge gestiegener Kurse: So konnten die sonstigen Erträge um 859 Millionen Euro gesteigert werden. Die bereits vorliegenden Jahresabschlüsse ergeben, dass etwa 40 Prozent der Banken einen Anstieg beim Jahresergebnis verzeichnen konnten. Die höchsten Jahresergebnisse 2013 weisen die Société Générale Bank & Trust (312 Millionen Euro), Spuerkeess (208 Millionen Euro), Deutsche Bank Luxembourg (189 Millionen Euro), State Street Bank Luxembourg (181 Millionen Euro) und CACEIS Bank Luxembourg (171 Millionen Euro) aus.

## Die Bilanzsumme liegt knapp über dem Niveau von 2004

Die Frage nach der Rückkehr zu alter operativer Ertragsstärke der Luxemburger Banken kann jedoch nicht lokal beantwortet werden, da hier unterschiedliche Interessen und Variablen einwirken. Ein wesentlicher Faktor ist hierbei die Tatsache, dass ein Großteil der Luxemburger Banken tief in Konzernstrukturen verwurzelt ist und die weitere Ausrichtung für die jeweilige Tochter in Luxemburg von der zukünftigen strategischen Ausrichtung des Mutterhauses abhängt.

Die gesamte Bilanzsumme aller Banken liegt mit 713 Milliarden Euro (minus drei Prozent) knapp

über dem Niveau von 2004 und 215 Milliarden Euro unter dem Höchststand aus 2008, eine Folge von Restrukturierungen und dem Abbau von Risikoaktivitäten. Hinsichtlich der Bilanzstruktur kam es 2013 zu keinen wesentlichen Veränderungen: Die Forderungen an Kreditinstitute sowie die Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten sind analog den Vorjahren knapp für die Hälfte der Bilanzsumme verantwortlich.

Die Kapitalausstattung der Luxemburger Banken hat sich im Vergleich zum Vorjahr deutlich verbessert. Der Solvabilitätskoeffizient sowie die Kernkapitalquote aller Luxemburger Banken erreichen mit 19,7 Prozent (17,7 Prozent) sowie 17,2 Prozent (15,5 Prozent) neue Höchststände. Dabei erreichen 77 Prozent der Banken einen Koeffizienten von über 15 bzw. 56 Prozent einen Koeffizienten von über 20 Prozent. Im europäischen Vergleich, auf Basis der Daten der EZB zum 30. Juni 2013, belegen die Luxemburger Banken den dritten Rang, was deutlich die Kapitalstärke untermauert.



Thomas Feld

Erstmals seit Jahren ist die Anzahl der Kreditinstitute nach Luxemburger Recht und die der Niederlassungen wieder gestiegen, im Vergleich zum Vorjahr hat sich die Anzahl um sechs auf 147 erhöht. In den ersten fünf Monaten 2014 kamen weitere vier neue Banken hinzu. Die im Vorjahr geäußerten Befürchtungen, dass bei kleineren Banken die Erträge nicht mehr ausreichen, um die steigenden Kosten zur Erfüllung immer höherer regulatorischer Auflagen zu decken und somit die Anzahl der Banken in Luxemburg weiter sinken wird, haben sich zumindest auf Jahresfrist nicht bestätigt.

## Die Zahl der Banken wird wieder kleiner

Für die Zukunft ist jedoch davon auszugehen, dass sich die Zahl der Banken in Luxemburg weiter verkleinern wird. Mit dieser Entwicklung steht Luxemburg jedoch nicht allein da, so wird z. B. in der Schweiz damit gerechnet, dass von den aktuell 300 Banken nur ca. 200 auf lange Sicht überleben werden. Wie für die Luxemburger Banken gilt es auch für das Land, sich zu wandeln, um im Rahmen der fortschreitenden Harmonisierung in Europa nicht außen vor zu bleiben. Spiegeln die aktuellen Umfrageergebnisse im Rahmen des Luxembourg Business Compass einen gewissen Optimismus hinsichtlich der Entwicklung der Wirtschaft wider, sind jedoch die Probleme für die neue Regierung um Regierungschef Xavier Bettel seit Amtsantritt nicht weniger geworden. Aufgaben und Fragen wie das Festhalten am Index, die Finanzierung des Renten- bzw. Sozialversicherungssystems sowie der Erhalt der Wettbewerbsfähigkeit stehen nach wie vor ganz oben auf der Agenda. Insbesondere mit Blick auf die Renten zeichnen Studien ein gegensätzliches Bild: Weist Luxemburg derzeit eine der niedrigsten Verschuldungsquoten

in der EU auf, so kehrt sich dieses Bild unter Berücksichtigung der zukünftigen budgetierten Haushaltsdefizite komplett um, sodass Luxemburg noch hinter Ländern wie Griechenland, Italien, Spanien rangieren wird. Eine Rentenreform scheint somit unabdingbar.

## Regulatorisches Umfeld hat sich verschlechtert

Die nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit Luxemburgs ist ein zentrales Thema auf der Agenda der neuen Regierung. Hier lohnt sich ein Blick auf die aktuellen Umfragen unter den Unternehmensführern Luxemburgs im Rahmen des aktuellen Luxembourg Business Compass: So geben mehr als 50 Prozent der Befragten an, dass sich innerhalb der letzten beiden Jahre die Situation hinsichtlich Lohnkosten, regulatorischem Umfeld, steuerlichem Umfeld sowie administrativem Aufwand verschlechtert hat und somit negative Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit Luxemburgs zur Folge hat. Insbesondere im steuerlichen Umfeld ist die Entwicklung negativ, die Besteuerung von internationalen Großkonzernen sowie die sogenannten Tax Rulings sind in den Fokus des (öffentlichen) Interesses gerückt. Auch wird derzeit auf EU-Ebene überprüft, ob die auch in Luxemburg angewandte teilweise Steuerbefreiung für Lizenzentnahmen auf Patente zu den missbräuchlichen Steuerpraktiken gehört.

Der sich aus der Finanzkrise innerhalb Europas ergebende und notwendige Wandel ist auch in Luxemburg und seinem Finanzsektor in vollem Gange und wird noch einige Jahre in Anspruch nehmen. Die Politik und die Akteure der Finanzbranche müssen erkennen, dass die in der Vergangenheit erreichten Wachstumsraten bzw. Gewinnspannen nicht mehr erzielt werden können, und die entsprechenden Schlüsse für zukünftige Reformen bzw. Strategien ziehen. Gelingt dies, so kann Luxemburg auch weiterhin eine zentrale Rolle auf der Landkarte der Finanzzentren einnehmen.

\* Thomas Feld ist Partner und Marco Weber ist Senior Manager bei KPMG Luxembourg.



Marco Weber

## Nombre de banques par pays d'origine

Pays	Nombre	Déc. 2008	Avril 2014
Allemagne	43	36	
<b>Belgique / Luxembourg</b>	<b>21</b>		
Belgique	7		
Luxembourg	5		
France	14	15	
Suisse	12	12	
Italie	11	10	
Suède	7	7	
Royaume-Uni	6	9	
Etats-Unis	5	6	
Japon	5	5	
Chine	4	6	
Pays-Bas	4	3	
Brésil	3	6	
Israël	3	3	
Portugal	3	2	
Danemark	2	1	
Islande	2		
Espagne	3		
Qatar	3		
Andorre	2		
Canada	2		
Norvège	2		
Portugal	2		
Russie	2		
Danemark	1		
Autres	7	5	
<b>TOTAL</b>	<b>152</b>	<b>152</b>	

Source: CSSF | Infographie: Michèle Winandy


**Impôts -  
Taxes - Steuern**

		en millions de EUR	2013	2012	%
1	Société Générale Bank & Trust	31,648	14,208	122,75	
2	Commerzbank International S.A.	3,023	2,170	39,31	
3	Bank of China (Luxembourg) S.A.	2,807	0,884	217,73	
4	Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.	1,910	1,528	24,98	
5	VP Bank (Luxembourg) S.A.	0,666	-1,271	-152,42	
6	Clearstream Banking S.A.	0,653	-26,982	-102,42	
7	Dexia LdG Banque S.A.	0,337	-0,345	-197,56	
8	China Construction Bank (Europe) S.A.	0,000			
9	HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	0,000	-7,129	-100,00	
10	LBBW Luxembourg S.A.	0,000	0,000		
11	NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A.	-0,004	-0,109	-96,33	
12	Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.	-0,010	-0,018	-46,67	
13	GPB International S.A.	-0,016			
14	Svenska Handelsbanken S.A.	-0,029	-0,390	-92,56	
15	Fortuna Banque s.c.	-0,040	-0,196	-79,76	
16	La Française AM Private Bank	-0,040	-0,042	-4,62	
17	Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.	-0,093	-0,150	-37,79	
18	BHF-BANK International	-0,115	0,379	-130,25	
19	TD Bank International S.A.	-0,134	-0,130	3,28	
20	Banque de Patrimoines Privés	-0,147	-0,104	41,84	
21	BSI Luxembourg S.A.	-0,150	-1,016	-85,24	
22	The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.	-0,162	-1,113	-85,42	
23	Frankfurter Volksbank International S.A.	-0,199	-0,335	-40,75	
24	Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A.	-0,250	-0,522	-52,07	
25	Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA	-0,281	-0,139	102,16	
26	HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	-0,290	-0,093	211,57	
27	RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.	-0,310	-0,276	12,15	
28	Bank Leumi (Luxembourg) S.A.	-0,310	-0,135	129,93	
29	HSH Nordbank Securities S.A.	-0,318	0,000		
30	Andbank Luxembourg	-0,330	-0,400	-17,42	
31	Cornè Banque (Luxembourg) S.A.	-0,349	-0,422	-17,42	
32	Argentabank Luxembourg S.A.	-0,371	-0,629	-41,04	
33	Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A.	-0,441	-0,444	-0,68	
34	Banque BCP S.A.	-0,476	-0,787	-39,50	
35	Freie Internationale Sparkasse S.A.	-0,520	-0,462	12,60	
36	Keytrade Bank Luxembourg S.A.	-0,534	-0,628	-14,86	
37	Banque Havilland S.A.	-0,599	-0,506	18,44	
38	EFG Bank (Luxembourg) S.A.	-0,687	2,376	-128,93	
39	Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.	-0,692	-1,127	-38,57	
40	Banque Transatlantique Luxembourg S.A.	-0,714	-0,198	261,16	
41	DNB Luxembourg S.A.	-0,720	-0,773	-6,80	
42	Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.	-0,774	-1,206	-35,80	
43	Banque Safra-Luxembourg S.A.	-0,852	-0,602	41,50	
44	Banco Itaú Europa Luxembourg S.A.	-0,855	-5,438	-84,28	
45	Hypo Pfandbrief Bank International S.A.	-1,020	-0,643	58,63	
46	SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	-1,134	-1,333	-14,96	
47	UBI Banca International S.A.	-1,287	-4,142	-68,94	
48	Banco Popolare Luxembourg S.A.	-1,362	-0,825	64,96	
49	Natixis Bank	-1,399	-2,147	-34,82	
50	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	-1,522	-2,549	-40,28	
51	Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	-1,591	-0,742	114,42	
52	Banque Puilaetco Dewaya Luxembourg S.A.	-1,698	-1,596	6,35	
53	Banque Carnegie Luxembourg S.A.	-1,715	-1,652	3,80	
54	UniCredit International Bank (Luxembourg) SA	-2,085	-1,996	4,50	
55	Union Bancaire Privée (Europe) S.A.	-2,235	-1,394	60,28	
56	Banque LB Lux S.A.	-2,390	-6,944	-65,58	
57	ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.	-2,636	-3,309	-20,34	
58	Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	-2,677	-1,690	58,42	
59	East West United Bank S.A.	-2,997	-2,553	17,39	
60	Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.	-3,007	-4,591	-34,49	
61	Banco Bradesco Europa S.A.	-3,149	-2,418	30,23	
62	HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.	-3,521	-1,207	191,69	
63	MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.	-3,623	-6,797	-46,69	
64	Credem International (Lux)	-3,667	-4,463	-17,83	
65	Banque Privée Edmond de Rothschild Europe	-4,131	-4,476	-7,70	
66	Delen Private Bank Luxembourg S.A.	-4,316	-3,383	27,59	
67	PayPal (Europe) S.r.l. et Cie, S.C.A.	-4,540	-2,530	79,46	
68	DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	-5,000	-1,416	253,03	
69	Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	-5,416	-8,936	-39,39	
70	ING LUXEMBOURG S.A.	-5,519	-8,980	-38,54	
71	Danske Bank International S.A.	-5,900	-4,666	26,45	
72	Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.	-6,335	-6,328	0,11	
73	UBS (Luxembourg) S.A.	-6,699	-9,025	-25,77	
74	Deutsche Postbank International S.A.	-7,292	-5,244	39,04	
75	Banque Raiffeisen	-7,494	-4,833	55,07	
76	Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	-7,538	-7,633	-1,23	
77	Skandinaviska Enskilda Banken S.A.	-8,246	-7,033	17,26	
78	Banque Degroof Luxembourg S.A.	-8,612	-9,872	-12,76	
79	State Street Bank Luxembourg S.A.	-8,720	-6,441	35,40	
80	Advaranzia Bank S.A.	-8,782	-5,282	66,26	
81	Landesbank Berlin International S.A.	-8,825	-1,333	562,28	
82	Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg	-10,016	-1,129	787,18	
83	Pictet & Cie (Europe) S.A.	-10,278	-9,482	8,39	
84	RBC Investor Services Bank S.A.	-11,377	9,653	-217,86	
85	John Deere Bank S.A.	-12,187	-11,321	7,65	
86	KBL European Private Bankers S.A.	-12,511	-1,907	556,06	
87	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	-14,251	-9,540	49,39	
88	Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.	-14,288	-11,049	29,32	
89	Crédit Agricole Luxembourg	-15,703	-17,996	-12,74	
90	DZ PRIVATBANK S.A.	-16,129	-1,476	992,87	
91	Banque de Luxembourg S.A.	-21,549	-17,116	25,90	
92	Nordea Bank S.A.	-22,435	-6,977	221,56	
93	Banque Internationale à Luxembourg	-24,494	-12,831	90,90	
94	Hypothenkenbank Frankfurt International S.A.	-44,052	-7,958	453,56	
95	UniCredit Luxembourg S.A.	-47,322	-61,228	-22,71	
96	Deutsche Bank Luxembourg S.A.	-48,507	-43,248	12,16	
97	BGL BNP Paribas	-50,887	-46,400	9,67	
98	CACEIS Bank Luxembourg	-56,951	-66,041	-13,76	
99	Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	-57,064	-24,817	129,94	
100	Lombard Odier (Europe) S.A.	0,350	-100,00		
101	ABLV Bank Luxembourg S.A.	0,072	-100,00		
102	Société Générale LDG	0,000			
103	Banque Öhman S.A.	-0,031	-100,00		
104	Catella Bank S.A.	-0,193	-100,00		
105	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	-25,041	-100,00		
106	BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE				
107	Société Européenne de Banque S.A.				
108	Société Générale Financing and Distribution				
109	Société Nationale de Crédit et d'Investissement				

## Chiffres clés des banques 2013

Eléments d'explication pour la bonne lecture des tableaux

Comme pour les années précédentes, le listing avec les chiffres clés des banques est le fruit d'une saisie manuelle de données, sur base des comptes annuels de chaque banque, tels qu'approuvés par le réviseur externe.

Prière de noter que, malgré tous les efforts et soins investis, et malgré un double contrôle de ces saisies manuelles, le rédaction économie et finance du «Luxemburger Wort» ne peut pas garantir l'absence d'erreurs de saisie dans ces chiffres.

Vu l'absence d'un schéma de publication uniforme sous IFRS, il y a souvent plusieurs possibilités de saisir les données des banques publiant sous IFRS dans le schéma du spreadsheet en annexe. Nous avons pris soin d'appliquer, dans la limite du possible, la même logique à tous les chiffres issus d'un schéma IFRS.

Afin de bien interpréter les données fournies, surtout lorsqu'on y compare les chiffres de banques qui ont établi leurs comptes suivant des référentiels comptables différents (soit Lux-GAAP, soit IFRS), voici encore quelques re-

marques concernant certaines des rubriques:

■ Somme de bilan

Contrairement à Lux-GAAP, les comptes établis sous IFRS renseignent les dérivés à la fair value (valeur de marché). En plus, en vertu du renseignement brut des actifs et passifs d'impôts (y compris des impôts différés), une somme de bilan sous IFRS est généralement plus élevée que si elle avait été établie sous Lux-GAAP. Un effet contraire se produit pour les actifs disponibles à la vente («available for sale» - AFS), où l'on trouvera sous IFRS le cours actuel du marché (éventuellement moins élevé) alors que sous Lux-GAAP ces mêmes actifs seraient éventuellement évalués au coût historique (plus élevé). Ces deux effets peuvent impacter la comparaison entre les chiffres 2012 et 2013 pour une même banque, si celle-ci a changé de référentiel comptable entre ces deux clôtures.

■ Dettes envers la clientèle

Pour certaines banques sous IFRS ce chiffre n'est pas disponible, étant donné que le schéma de publication des comptes (non uni-



Entretien avec Yves Maas, président de l'Asso

ciation des banques et banquiers, Luxembourg

## «Un impact positif sur la sécurité du système bancaire»

La mise en place progressive de l'union bancaire dans la zone euro

INTERVIEW: LINDA CORTEY

L'Union bancaire européenne deviendra effective à la fin de l'année avec l'entrée en vigueur du mécanisme unique de supervision bancaire (SSM). A terme, les grandes banques de la zone euro seront contrôlées par la Banque centrale européenne et le risque de faillite sera pris en charge par les banques et leurs actionnaires et non par les Etats et les contribuables. Yves Maas, président de l'ABBL, revient sur les enjeux de l'union bancaire pour la place luxembourgeoise.

■ Jugez-vous ces démarches nécessaires pour la mise en place du SSM?

Cet exercice est indispensable en vue de rétablir la confiance dans le système bancaire européen, condition nécessaire à la sortie de crise. Il permettra une bonne fois pour toutes d'identifier et de restructurer les banques problématiques, un processus qui a été trop longtemps retardé. Notons cependant que l'évaluation complète occasionnera pour les banques luxembourgeoises des coûts non négligeables, qui se chiffrent en plusieurs millions d'euros.

■ La supervision bancaire va profondément changer cette année. Quel impact cela aura-t-il sur le fonctionnement des banques au Luxembourg et leurs relations avec la CSSF?

La BCE surveillera directement les quelque 70 banques significatives à Luxembourg. Pour elles, le décret ultime sera la BCE, via le Supervisory Board (Conseil de surveillance prudentielle), et non plus la CSSF directement. Des décisions stratégiques pour les banques luxembourgeoises seront prises à l'avenir par la BCE, comme l'agrément des nouvelles banques ou l'exemption de la limite des grands risques intra-groupe. Sur le terrain, des équipes mixtes composées de superviseurs nationaux et de superviseurs issus de la BCE seront mises en place. Néanmoins, la CSSF pourra conserver une influence dans les prises de décision en tant que membre des équipes de supervision. Pour ce faire, nous encourageons la CSSF à conserver son approche proactive, et à assigner du personnel expérimenté aux équipes nationaux n'effectuant pas ces travaux eux-mêmes, mais les déléguant à des cabinets de consultants spécialisés (les «big four» notamment). Les conclusions de l'AQR seront intégrées dans les résultats du stress test. Ce stress test est effectué par l'EBA (Autorité bancaire européenne) en coopération avec la BCE. L'objectif ici est de mesurer la résistance des banques à des scénarios de crise assez sévères se traduisant entre autres par des décotes sur la dette souveraine, une augmentation généralisée du risque de crédit, l'augmentation du coût de refinancement des banques, etc.

■ Quelles conséquences pour les banques si le stress test montre des lacunes?

Le grand mérite du SSM est de transférer les responsabilités à une institution européenne indépendante, dotée de moyens appropriés. Ceci permettra d'éviter toute interférence des autorités politiques dans la conduite de la supervision. De plus, la BCE

tifs, etc. Les banques qui ne seront pas en mesure de ramener leur niveau de fonds propres au minimum requis devront alors être restructurées ou mise en liquidation.

Eu égard à la forte capitalisation des banques luxembourgeoises et au faible niveau de risque de leurs activités, nous ne pensons pas que l'évaluation complète mette en évidence de problème majeur, ce qui ne sera pas nécessairement le cas dans d'autres juridictions.



Le président de l'ABBL, Yves Maas, souligne les bienfaits de la future union bancaire qui doit renforcer la stabilité financière et la confiance dans le secteur financier.

(PHOTO: ANOUK ANTONY)

recte. La CSSF conserve un pouvoir de décision, mais doit reporter à la BCE toute décision «matérielle». Le concept de décision matérielle n'est pas précisé dans les textes: il le sera au fur et à mesure de la mise en place du SSM. De manière générale, la supervision bancaire sera plus intrusive que par le passé, et les banques luxembourgeoises devront s'adapter à ce nouveau cadre.

■ Quel impact la mise en place du mécanisme de surveillance unique (SSM) aura sur la sécurité du système bancaire dans son ensemble?

L'ABBL estime que le SSM aura globalement un impact positif sur la sécurité du système bancaire. Le grand mérite du SSM est de transférer les responsabilités à une institution européenne indépendante, dotée de moyens appropriés (un millier de contrôleurs sont en cours de recrutement à Francfort) et du poids suffisant pour imposer des décisions dououreuses. Ceci permettra d'éviter toute interférence des autorités politiques dans la conduite de la supervision. De plus, la BCE

aura une vue d'ensemble centralisée de la situation des groupes bancaires transfrontaliers. Ceci est un progrès considérable car, précédemment, l'échange d'informations entre les superviseurs nationaux membre d'un collège de supervision n'a pas toujours été optimal.

■ Le SSM n'est que le premier volet de l'union bancaire. Le second, adopté en avril par le Parlement européen, prévoit un mécanisme de résolution unique avec un fonds de résolution bancaire de 55 milliards d'euros mis en place sur huit ans. Quel sera l'impact pour les banques luxembourgeoises?

La contribution des banques de la zone euro est constituée d'une contribution forfaitaire, qui est ensuite ajustée en fonction du risque spécifique à la banque contributrice. Il est aujourd'hui difficile de chiffrer avec exactitude le montant de la contribution des banques luxembourgeoises au fonds de résolution unique, car le mode de calcul de la contribution forfaitaire et de son ajustement au risque restent encore

débuté en janvier prochain et continuera pendant une dizaine d'années

tème de garantie des dépôts (dépôts jusqu'à 100.000 euros) sont exclus du bail-in. Si nécessaire, le système de garantie des dépôts contribuera au bail-in à leur place. Par ailleurs, certains autres créanciers sont exclus du bail-in: les porteurs d'obligations sécurisées (covered bonds), les créances de l'administration sociale ou fiscale, les passifs interbancaires d'une échéance initiale inférieure à sept jours, etc. Ce système s'appliquera à partir du 1er janvier 2016.

■ Jugez-vous ce système cohérent?

Le principe du bail-in nous paraît cohérent: il est en effet logique de faire supporter en premier lieu aux actionnaires et aux créanciers non privilégiés le risque de défaillance d'une banque, tout en protégeant les déposants les plus vulnérables. Le bail-in aura néanmoins des conséquences importantes sur le coût et la structure de refinancement à moyen et long terme des banques.

■ Le troisième volet comprend un mécanisme de garantie des dépôts. Comment sera-t-il mis en place au Luxembourg?

La mise en place de cette directive nécessitera une réforme profonde

lon nos estimations, cela représente un minimum de 240 millions d'euros, soit une contribution annuelle de 24 millions d'euros. Dans le cas où ce financement ex ante s'avèrera insuffisant pour indemniser les déposants, alors des appels de fonds ex post seraient nécessaires. Ces coûts additionnels ont cependant été anticipés par les autorités: au 31 décembre 2013, les banques luxembourgeoises ont ainsi provisionné sur instruction de la CSSF un montant de 686 millions d'euros au titre de la garantie des dépôts, représentant plus de 2 % du montant total des dépôts garantis.

■ Appréciez-vous cette future union bancaire?

Oui. Car même encore imparfaite, l'union bancaire renforcera la stabilité financière et la confiance dans le secteur financier: ces bénéfices sont indispensables à une place financière comme la nôtre ancrée au cœur de la zone euro. En contrepartie, nous devons nous résoudre à des transferts de souveraineté vers des autorités européennes. Nous y sommes favorables, à condition que le Luxembourg soit équitablement représenté au sein de ces instances,

qui doivent rester indépendantes de toute intervention politique. Nous devons également veiller à ce que le secteur bancaire luxembourgeois ou, ultimement, les contribuables, ne doivent supporter les conséquences financières de mauvaises décisions qui auront été prises par ces nouvelles autorités européennes.

Le SSM est un élément clé en termes de contrôle prudentiel et d'identification, à un stade précoce, des problèmes d'une banque: à cet égard, les pouvoirs étendus de la BCE devraient permettre de prévenir les crises bancaires. Nous attendons également de la BCE une approche favorisant la libre circulation des capitaux au sein des groupes bancaires opérant dans l'espace SSM: ce point est crucial pour les banques luxembourgeoises qui présentent à leur groupe leurs excédents de liquidité.

**L'UNION BANCAIRE AU SEIN DE LA ZONE EURO**

**Le futur système de garantie des dépôts sera plus coûteux pour les banques. Au Luxembourg cela représente une contribution annuelle de 24 millions d'euros.**

**La supervision bancaire**  
But: s'assurer de la bonne santé des banques de la zone euro  
Entrée en vigueur: Novembre 2014

**Bail-in**  
Le mécanisme comprendra un système de renflouement interne (le «bail-in») qui, en cas de faillite, mettra à contribution:

1. les créanciers
2. les actionnaires
3. les détenteurs de certaines obligations
4. les dépôts au-delà de 100.000 euros

Entrée en vigueur: Mi-2015

**La résolution bancaire**  
But: Sauver ou démanteler les banques en cas de faillite  
Entrée en vigueur: Janvier 2015

**Fonds de résolution**  
Il sera alimenté par les banques de la zone euro et devrait s'élever à environ 55 milliards d'euros au bout de dix ans. Il sera sollicité en cas d'insuffisance du renflouement interne.  
Entrée en vigueur en janvier 2016, capitalisation terminée pour 2024

**La garantie des dépôts**  
But: Empêcher des mouvements de panique de clients et des retraits massifs  
Entrée en vigueur: Mi-2015

Les fonds nationaux devront garantir les dépôts à hauteur de 100.000 euros. Au Luxembourg, l'AGDL apporte déjà cette garantie, cette association vera son fonctionnement modifier pour collecter les fonds ex ante et non simplement en cas de crise. La collecte durera jusqu'en 2025 pour atteindre environ 55 milliards d'euros au niveau de la zone euro.



# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

12

13

SPÉCIAL  
ÉCONOMIE  
& FINANCES

# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013



		en millions de EUR										en millions de EUR										Résultat net pour l'exercice Profit for the financial year Ergebnis des Geschäftsjahrs		Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number)	Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number)						
		Référentiel*		Somme de bilan nette Total assets/liabilities Bilanzsumme		Dettes envers la clientèle Amounts owed to customers Verbindlichkeiten gegenüber Kunden		Dettes représentées par un titre Debts evidenced by certificates Verbriefte Verbindlichkeiten		Provisions Provisions Rückstellungen		Provisions pour impôts Provisions for taxes Steuerrückstellungen		Fonds propres Own funds Eigenmittel		Corrections de valeur nettes Net impairment Value adjustments Abschreibungen und Wertberichtigungen		Impôts Taxes Steuern		Résultat net sur intérêts et produits assimilés Net interest income Netto-Zinsertrag		Revenus sur valeurs mobilières Income from transferable securities Erträge aus Wertpapieren		Résultat net sur commissions Net fee and commission income Nettoergebnis auf Provisionsertrag		Résultat net provenant d'opérations financières Net profit on financial operations Nettoergebnis auf Finanzgeschäften		Résultat net pour l'exercice Profit for the financial year Ergebnis des Geschäftsjahrs	Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number)		
				2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012						
Nom actuel de la banque				2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012						
1 Deutsche Bank Luxembourg S.A.	LG	LG	89.244,85	85.329,39	13.250,86	9.308,23	329,69	335,64	338,78	375,96	111,69	56,07	4.750,26	4.643,36	-40,31	13,60	-48,51	-43,25	364,96	338,86	54,77	66,75	1,08	-31,78	6,12	4,73	189,34	251,04	299	306	
2 Société Générale Bank & Trust		LG	41.877,12	42.383,17	12.933,62	11.799,29	969,62	1.029,34	103,18	81,39	52,35	56,23	2.476,97	2.267,22	-146,63	-1,47	31,65	14,21	241,55	328,72	214,99	186,34	168,70	169,58	41,10	-37,23	311,82	433,02	829	841	
3 CACEIS Bank Luxembourg	LG	LG	41.424,12	47.649,43	15.599,62	16.540,65			39,83	38,86	34,89	33,77	625,15	414,46	10,12	-8,91	-56,95	-66,04	173,66	221,98	121,35	153,32	113,55	120,47	40,15	33,52	171,00	208,08	838	848	
4 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	LG OIAS	LG OIAS	40.663,61	40.479,96	25.112,51	24.515,32	5.177,83	7.385,93	440,55	417,31	18,05	7,14	3.097,80	2.803,38	-38,07	-25,97	-57,06	-24,82	390,86	439,74	61,03	57,75	90,05	83,10	56,43	-20,05	208,40	198,15	1.797	1.787	
5 BGL BNP Paribas	LG OIAS	LG OIAS	31.244,88	32.858,00	18.998,53	19.034,00	2.064,69	3.491,00	293,38	250,00	44,80	40,30	5.481,71	5.481,60	-70,52	-124,2	-50,89	-46,40	548,36	532,00	55,55	53,00	179,88	168,30	35,18	108,80	146,30	191,30	2.792	2.798	
6 Banque Internationale à Luxembourg	FIAS	FIAS	19.495,84	21.305,71	12.247,43	11.282,76	888,63	619,23	65,40	56,73	0,77	16,47	859,34	877,06	-22,45	-17,90	-24,49	-12,83	234,98	223,82	5,70	23,60	142,68	138,78			167,86	30,67	1.868	1.899	
7 UniCredit Luxembourg S.A.	FIAS	FIAS	17.347,74	19.319,41	2.322,34	2.518,96	550,99	575,81	8,38	9,38	54,6	48,13	1.315,93	1.309,51	-4,76	-8,02	-47,32	-61,23	151,31	204,17			16,97	41,39	8,23	1,13	129,14	180,89	186	184	
8 Hypothekenbank Frankfurt International S.A.	FIAS	FIAS	16.680,94	20.470,74	439,15	506,94	6.726,05	9.110,00	8,45	6,32	10,87	8,70	181,52	135,97			-44,05	-7,96	46,29	61,22			-0,60	-0,74	-85,39	-98,16	-53,88	-30,05	19	31	
9 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	FIAS	FIAS	15.056,3	15.424,00	2.112,70	1.554,50	927,30	1.249,7	31,90	22,60	10,0	-5,10	699,40	674,50	-33,66	-18,25	-5,42	-8,94	90,50	108,83			-11,10	-1,56	29,96	1,23	26,96	34,38	229	224	
10 Société Européenne de Banque S.A.	FIAS	FIAS	14.645,77	13.997,41	4.071,22	3.346,76	7.906,28	7.453,42	1,27	1,39			1.240,27	1.178,38	-1,66	-9,37			162,88	155,42	2,67	2,07	17,65	24,81	15,04	4,78	166,22	133,51	166	202	
11 DZ PRIVATBANK S.A.	LG	LG	13.765,66	15.941,77	5.781,56	5.907,93	3.353,26	4.510,43	53,55	42,83	28,84	11,05	739,67	723,05	-1,95	-17,87	-16,13	-1,48	91,96	114,08	3,29	3,80	135,27	127,82	17,91	21,61	45,04	45,61	810	781	
12 Banque de Luxembourg S.A.	LG	LG	12.844,94	13.719,54	10.241,73	10.420,37	3,84	5,19	94,14	75,04	10,31	3,92	637,32	610,19	-13,28	-30,65	-21,55	-17,12	88,42	111,68	38,61	14,13	126,12	116,14	3,73	-1,98	68,51	62,87	744	749	
13 ING LUXEMBOURG S.A.	LG	LG	12.388,53	12.137,16	9.891,08	8.988,16	1,09	1,59	67,49	67,5	9,02	10,19			1.421,37	14,64	11,90	-5,52	-8,98	163,38	195,36	3,79	4,15	65,65	65,19	-29,82	-15,40	120,43	143,76	791	793
14 RBC Investor Services Bank S.A.	FIAS	FIAS	12.117,18	11.691,50	9.275,34	9.312,01	0,00	0,00	25,29	13,04	-9,18	-1,40	841,31	815,61	10,44	-2,82	-11,38	9,65	38,87	30,22	0,84	1,58	191,38	142,35	86,42	14,80	25,71	-26,99	1.472	1.626	
15 Clearstream Banking S.A.	LG OIAS	LG OIAS	11.246,78	14.279,9	796,70	1.138,80	194,10	208,33	133,17	17,79	49,13	50,01	675,62	533,93			0,65	-26,98	26,14	26,00			356,05	349,56	0,08	0,92	19,09	125,04	322	319	
16 Deutsche Postbank International S.A.	LG	LG	10.583,49	12.949,98	1.737,94	3.731,50	0,00	0,00	33,76	33,01	8,42	9,16	851,11	841,86	32,52	-41,55	-7,29	-5,24	81,34	93,77	0,01	8,76	11,84</td								



# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

14

15

SPÉCIAL  
ÉCONOMIE  
& FINANCES

# CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013



		en millions de EUR												en millions de EUR																		
		Référentiel*		Somme de bilan nette Total assets/liabilities Bilanzsumme		Dettes envers la clientèle Amounts owed to customers Verbindlichkeiten gegenüber Kunden		Dettes représentées par un titre Debts evidenced by certificates Verbriefte Verbindlichkeiten		Provisions Rückstellungen		Provisions pour impôts Provisions for taxes Steuerrückstellungen		Fonds propres Own funds Eigenmittel		Corrections de valeur nettes Net impairment Value adjustments Abschreibungen und Wertermittlungen		Impôts Taxes Steuern		Résultat net sur intérêts et produits assimilés Net interest income Netto-Zinsertrag		Revenus sur valeurs mobilières Income from transferable securities Erträge aus Wertpapieren		Résultat net sur commissions Net fee and commission income Netto-Provisionsertrag		Résultat net provenant d'opérations financières Net profit on financial operations Nettoergebnis auf Finanzgeschäften		Résultat net pour la période financière Profit for the financial year Ergebnis des Geschäftsjahrs		Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number)		
				2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012					
Nom actuel de la banque				2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012					
55 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.	LG	LG	1.819,99	1.434,58	1.740,96	1.360,01			2,34	2,43	2,18	0,55	61,79	57,16		-0,31	-0,28	4,03	2,86	0,00	0,00	15,31	13,83	-0,07	-0,13	6,08	4,63	50	53			
56 John Deere Bank S.A.	FIAS	FIAS	1.775,17	1.718,80			1.490,33	1.453,55		0,00	12,23	19,66	214,86	188,96	-1,25	-0,97	-12,19	-11,32	67,06	66,48	0,15	0,01	1,23	0,74	-0,08	-2,07	32,94	30,56	61	60		
57 DNB Luxembourg S.A.	LG	LG	1.739,32	1.044,47	1.054,40	519,45	0,00	0,00	3,00	2,49	1,88	2,02	38,91	25,48	0,00	-0,12	-0,72	-0,77	8,43	6,42			3,88	2,85	-0,25	0,00	4,51	2,98	30	28		
58 VP Bank (Luxembourg) S.A.	LG	LG	1.433,13	1.068,94	1.004,05	524,49			0,00	8,10	7,93	0,64	1,52	120,33	114,57	0,00	-1,54	0,67	-1,27	5,86	8,51	0,47	2,03	10,77	10,10	0,82	2,48	-0,05	10,62	110	79	
59 Danske Bank International S.A.	LG	LG	1.409,20	1.404,21	674,50	693,68				7,26	8,58	0,46	0,00	130,90	131,09	1,59	3,01	-5,90	-4,67	16,80	15,18			2,00	16,80	14,75	7,67	4,57	16,20	13,80	91	99
60 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA	LG	LG	1.334,17	1.412,01	295,32	340,11				1,19	0,85	0,56	0,27	53,35	77,71	0,00	0,00	-0,28	-0,14	0,99	1,41			19,83	16,85	0,96	0,59	-2,29	-3,08	122	114	
61 Société Nationale de Crédit et d'Investissement	LG	LG	1.312,33	1.273,29	34,42	34,30	0,60	0,60	0,00	0,20			1.212,00	1.166,48	0,05	9,04			5,14	6,68	39,22	34,29	-0,46	-0,51	-1,44	-0,22	38,12	45,52	12	11		
62 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	FIAS	FIAS	1.233,71	1.174,05	1.133,12	977,88			0,00	0,47	0,40	3,18	5,04	48,56	51,43		0,01	-2,68	-1,69	8,46	7,67			0,03	20,57	15,79		5,02	5,22	3,68	105	97
63 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	LG	LG	1.211,90	1.177,16	1.134,15	1.096,34				6,06	6,08	3,66	3,36	32,53	27,51	0,01	0,02	-1,52	-2,55	4,69	10,07	0,41	0,87	15,20	12,74	0,11	0,23	4,03	7,01	128	112	
64 EFG Bank (Luxembourg) S.A.	FIAS	FIAS	1.135,99	989,43	670,42	570,56			0,29	0,46	-16,87	-17,54	50,44	43,46			-0,69	2,38	5,53	4,76			23,78	22,31				6,86	9,21	83	82	
65 East West United Bank S.A.	LG	LG	1.132,23	1.207,15	272,82	183,68	0,00	0,00	3,45	3,12	5,19	2,38	91,80	44,04	-2,78	-6,33	-3,00	-2,55	18,79	18,21	0,00	0,00	1,79	1,25	8,14	1,82	10,78	8,56	51	39		
66 HSH Nordbank Securities S.A.	LG	LG	1.029,90	1.744,61	27,55	36,00	52,33	57,11	12,69	15,62	0,53	0,22	163,69	153,74	0,04	-1,65	-0,32	0,00	4,08	6,08	0,79	1,01	4,37	4,76	-0,01	0,01	13,83	10,05	84	108		
67 Union Bancaria Privée (Europe) S.A.	LG	LG	874,64	829,62	685,27	649,43				5,50	5,12	0,55	0,00	101,58	97,16	0,00	0,00	-2,24	-1,39	0,74	1,12			24,64	18,30	1,55	0,80	12,54	6,14	33	42	
68 Bank of China (Luxembourg) S.A.	LG	LG	855,58	527,42	440,59	293,42			0,25	0,09	2,28	0,29	216,68	213,90			2,81	0,88	15,03	6,01			4,14	8,96			0,00	2,54	3,31	83	57	
69 Svenska Handelsbanken S.A.	LG OIAS	LG OIAS	777,16	999,67	714,78	846,17	0,00	0,00	2,04	1,78	0,08	0,08	53,43	52,27	0,07	-0,98	-0,03	-0,39	5,77	7,12	0,00	0,00	6,29	6,71	0,83	0,95	0,88	1,17	53	60		
70 Advanzia Bank S.A.	FIAS	FIAS	732,94	635,49	652,83	570,55							49,70	44,15	-24,34	-18,75	-8,78	-5,28	71,91	53,95			4,62	3,95			21,27	13,06	79	69		
71 Credent International (Lux)	LG	LG	715,14	1.004,83	387,13	757,23	126,77	54,33	2,86	2,78	3,59	4,94	115,33	101,98	0,04	-0,08	-3,67	-4,46	1,38	2,35	0,00	0,04	21,87	28,50	0,02	0,03	15,35	21,40	25	25		
72 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	LG	LG	704,53	964,19	555,36	814,08	0,00	0,00	3,76	4,00	2,47	3,68	121,89	115,82	0,74	-0,21	-1,13	-1,33	2,23	2,45	0,00	0,45	10,79	10,89								



Résultat net sur commissions  
Net fee and commission income - Netto-Provisionsertrag

		en millions de EUR	2013	2012	%
1	Clearstream Banking S.A.	356.054	349.562	1.86	
2	State Street Bank Luxembourg S.A.	211.102	180.770	16.78	
3	RBC Investor Services Bank S.A.	191.383	142.354	34.44	
4	BGL BNP Paribas	179.884	168.300	6.88	
5	Société Générale Bank & Trust	168.701	169.581	-0.52	
6	Pictet & Cie (Europe) S.A.	145.453	116.887	24.44	
7	Banque Internationale à Luxembourg	142.677	138.778	2.81	
8	DZ PRIVATBANK S.A.	135.269	127.823	5.83	
9	Banque Privée Edmond de Rothschild Europe	133.708	132.743	0.72	
10	Banque de Luxembourg S.A.	126.115	116.142	8.59	
11	UBS (Luxembourg) S.A.	123.952	116.635	6.19	
12	Paypal (Europe) S.A.r.l. et Cie, S.C.A.	115.281	67.110	71.78	
13	CACEIS Bank Luxembourg	113.555	120.475	-5.74	
14	Nordea Bank S.A.	99.645	77.513	28.55	
15	Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	90.047	83.097	8.36	
16	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	88.207	76.564	15.21	
17	KBL European Private Bankers S.A.	87.527	84.610	3.45	
18	Crédit Agricole Luxembourg	73.806	59.737	23.55	
19	Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	73.521	67.564	8.81	
20	Dekabank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	72.463	78.572	-7.77	
21	Banque Degroof Luxembourg S.A.	68.998	62.577	10.26	
22	ING LUXEMBOURG S.A.	65.649	65.189	0.71	
23	Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	59.434	48.294	23.07	
24	Delen Private Bank Luxembourg S.A.	48.315	38.999	23.89	
25	Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.	41.432	42.148	-1.70	
26	Commerzbank International S.A.	34.274	29.087	17.83	
27	The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.	34.011	29.487	15.34	
28	Skandinaviska Enskilda Banken S.A.	29.698	31.355	-5.28	
29	HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	27.245	31.892	-14.57	
30	Union Bancaire Privée (Europe) S.A.	24.644	18.295	34.70	
31	EFG Bank (Luxembourg) S.A.	23.783	22.305	6.62	
32	Credem International (Lux)	21.867	28.498	-23.27	
33	Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.	20.729	19.815	4.62	
34	Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	20.566	15.794	30.21	
35	Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A.	19.826	16.851	17.66	
36	ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.	19.010	17.995	5.64	
37	Banque LBLux S.A.	18.548	17.879	3.74	
38	Banque Safral Luxembourg S.A.	18.018	17.556	2.63	
39	Société Européenne de Banque S.A.	17.652	24.807	-28.84	
40	Banque Raiffeisen	17.053	15.248	11.84	
41	UniCredit Luxembourg S.A.	16.969	41.390	-59.00	
42	Danske Bank International S.A.	16.800	14.745	13.94	
43	Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.	15.710	9.440	66.42	
44	RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.	15.206	13.828	10.69	
45	M.M. Warburg & Co Luxembourg S.A.	15.196	12.742	19.25	
46	Sal Oppenheim Jr. & Cie Luxembourg S.A.	14.541	14.940	-2.67	
47	HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	14.348	19.220	-25.35	
48	Banque Pulaetto Dewey Luxembourg S.A.	11.865	10.980	8.07	
49	Deutsche Postbank International S.A.	11.835	14.999	-21.10	
50	Nationa Bank	11.192	10.425	7.35	
51	SMBC Naco Bank (Luxembourg) S.A.	10.785	10.893	-0.98	
52	VF Bank (Luxembourg) S.A.	10.775	10.098	6.71	
53	UBS Banca International S.A.	10.324	10.082	2.39	
54	Banco Bradesco Europa S.A.	8.346	8.166	2.21	
55	Banque Transatlantique Luxembourg S.A.	8.178	5.041	62.24	
56	Banque Carnegie Luxembourg S.A.	7.628	7.142	6.81	
57	BSI Luxembourg S.A.	7.600	6.700	13.42	
58	Banque de Patrimoines Privés	7.543	4.374	72.45	
59	MEDIOBANCIA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.	7.465	11.501	-35.09	
60	Svenska Handelsbanken S.A.	6.290	6.712	-6.29	
61	HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.	6.157	6.671	-7.71	
62	Banco Popolare Luxembourg S.A.	6.042	3.877	55.84	
63	TD Bank International S.A.	5.302	4.886	8.51	
64	Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.	4.631	4.567	1.40	
65	Advanzia Bank S.A.	4.623	3.945	17.19	
66	Bank Leumi (Luxembourg) S.A.	4.569	4.678	-2.33	
67	HSH Nordbank Securities S.A.	4.373	4.758	-8.10	
68	Andbank Luxembourg	4.370	1.106	295.16	
69	Bank of China (Luxembourg) S.A.	4.137	8.961	-53.84	
70	DNB Luxembourg S.A.	3.879	2.851	36.08	
71	Banque BCP S.A.	3.674	3.832	-4.13	
72	Banque Havilland S.A.	3.565	3.110	14.62	
73	Europbank Private Bank Luxembourg S.A.	3.406	2.153	58.18	
74	Comer Banque (Luxembourg) S.A.	2.610	2.616	-0.22	
75	Banco Itaú Europa Luxembourg S.A.	2.567	24.028	-89.32	
76	Keytrade Bank Luxembourg S.A.	2.509	2.322	8.07	
77	Argentbank Luxembourg S.A.	2.339	2.100	11.40	
78	Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.	1.934	1.903	1.37	
79	Freie International Sparkasse S.A.	1.806	1.815	-0.45	
80	East West United Bank S.A.	1.792	1.249	43.44	
81	BHF-BANK International	1.400	1.167	19.94	
82	John Deere Bank S.A.	1.234	0.737	67.44	
83	Deutsche Bank Luxembourg S.A.	1.073	31.775	103.39	
84	La Française AM Private Bank	0.357	3.435	-89.59	
85	Frankfurt Volksbank International S.A.	0.293	0.254	15.28	
86	Fortuna Banque S.C.	0.249	0.223	11.65	
87	NORDLB COVERED FINANCE BANK S.A.	0.186	0.078	138.46	
88	China Construction Bank (Europe) S.A.	0.160			
89	UniCredit International Bank (Luxembourg) S.A.	0.044	0.053	-17.62	
90	Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A.	0.037	1.427	-97.40	
91	ABLV Bank Luxembourg S.A.	0.025			
92	Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.	0.009	0.047	-80.04	
93	GPB International S.A.	0.000			
94	Landesbank Berlin International S.A.	-0.100	0.121	-182.97	
95	Hypo Pfandbrief Bank International S.A.	-0.251	-0.242	3.75	
96	Société Nationale de Crédit et d'Investissement	-0.465	-0.509	-8.71	
97	Hypothekenbank Frankfurt International S.A.	-0.596	-0.744	-19.89	
98	Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg	-0.629	-0.740	-15.05	
99	Dexia Ltd Banque S.A.	-0.763	-0.685	11.48	
100	LBBW Luxembourg S.A.	-1.500	-1.300	15.38	
101	Nordeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	-11.100	-1.562	610.63	
102	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	207.923		-100.00	
103	Catella Bank S.A.	11.232		-100.00	
104	Lombard Odier (Europe) S.A.	8.647		-100.00	
105	Banque Ohm S.A.	8.274		-100.00	
106	Société Générale LDG	0.000		-100.00	
107	BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE				
108	Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.				
109	Société Générale Financing and Distribution				

Clearstream nennt für April 2014 ein verwahrtes Vermögen von 12,08 Billionen Euro.  
(Foto: GUY JALLAY)

Die Stresstests in Deutschland

## Sonderheiten der deutschen Bankenlandschaft

Das Drei-Säulen-Modell macht die Bankenaufsicht in Deutschland zu einer besonderen Herausforderung

VON THOMAS SEIDEL

**Im Vorfeld der künftigen Europäischen Bankenunion werden 124 Institute an einem Stresstest teilnehmen, darunter 24 aus Deutschland. Diese gliedern sich in 15 staatliche Kreditinstitute, sechs Privatbanken und drei Raiffeisen- und Genossenschaftsbanken.**

Seit jeher zeichnet sich die Bankenlandschaft in Deutschland als eine Sonderstruktur in Europa ab. Politisch gepflegt wird das so genannte Drei-Säulen-Modell. Privatbanken, Landesbanken und Sparkassen sowie Raiffeisen- und Genossenschaftsbanken stehen als Gruppen konkurrierend nebeneinander. Der deutsche Föderalismus spiegelt sich nach wie vor bei den Landesbanken und den Sparkassen wider. Alle drei Gruppen haben unterschiedliche Haftungs- und Eigentümerstrukturen. Das macht die Bankenaufsicht auf nationaler, und künftig supranationaler Ebene in Deutschland zu einer besonderen Herausforderung.

### Lage der Privatbanken

Unter den deutschen Privatbanken mit Aktivitäten in Luxemburg spielt wegen noch eine Rolle. Gleichwohl sind auch noch andere deutsche Privatbank



La Commission de surveillance du secteur financier face à la supervision européenne

# La transition est en marche

La CSSF va voir son rôle de supervision bancaire limité au niveau national

PAR LINDA CORTEY

En novembre prochain, la supervision des banques européennes changera profondément. Au Luxembourg, cela signifiera un nouvel interlocuteur pour près de la moitié des banques: elles seront supervisées directement par la Banque centrale européenne (BCE) via le mécanisme de surveillance unique (SSM). Pour la CSSF, cela signifie à la fois perdre la main sur le contrôle direct de 70 banques et participer à la surveillance de la zone euro.

La supervision unique de la zone euro doit devenir un élément fondamental de la sécurité du système financier européen. C'est pour cela



Le directeur général de la CSSF, Jean Guill, voit dans l'union bancaire un atout pour la surveillance au Luxembourg.  
(PHOTO: STEVE EASTWOOD)

qu'il sera le premier des trois piliers de l'union bancaire à entrer en vigueur dès novembre prochain.

L'objectif est de confier à une seule autorité, le SSM, la surveillance de l'ensemble des banques dites

systémiques en Europe, soit environ 130 banques dont la faillite risquerait de provoquer une crise du système bancaire qui toucherait les 18 pays de la zone euro. Des banques actives dans plusieurs pays européens mais dont la surveillance restait nationale, sans vue d'ensemble sur toutes leurs activités. Le SSM apportera enfin cette vue d'ensemble.

Dans cette nouvelle construction européenne, il n'est pas étonnant de constater que près de la moitié des banques actives au Luxembourg, dont la Place est par nature internationale, tombent sous l'autorité du SSM.

Conséquence directe, la CSSF verra son rôle de superviseur national se réduire très fortement. Car, même pour les banques qui restent sous sa supervision directe, son rôle est très encadré par des directives précises. Avec un manuel des procédures harmonisées de «plus de 1.000 pages», indique Claude Simon, directeur en charge de la supervision bancaire au sein de la CSSF.

## Participer à la surveillance de toute la zone euro

Jean Guill, directeur général de la CSSF assure pourtant que le SSM est une bonne chose. «L'harmonisation a déjà commencé au sein de l'EBA, notre marge de manœuvre était déjà réduite», souligne-t-il. «On peut voir le SSM comme une perte de souveraineté nationale mais c'est aussi le moyen de participer à la souveraineté européenne», renchérit Claude Simon. Le Luxembourg est en effet représenté au sein du conseil de surveillance prudentielle, qui compte 24 membres dont un représentant pour chaque pays membre. C'est Claude Simon qui occupe ce poste pour le Luxembourg (lire l'encladré). Il sera également présent au sein du «steering committee» pour un an à partir d'avril 2015. Ce comité de huit personnes est chargé de préparer les décisions du conseil de surveillance prudentielle.

Le discours de la CSSF est simple: elle perd en souveraineté sur le territoire national mais gagne en influence sur la supervision européenne des banques. Le Luxembourg sort ainsi gagnant d'une harmonisation européenne qui doit apporter plus de transparence et de sécurité à l'ensemble du système bancaire. «Une supervision harmonisée assure qu'une banque du nord de l'Allemagne et une autre du sud de l'Espagne sont traitées de la même façon», explique Jean Guill.

Mais pour garantir la bonne santé du futur système européen, les grandes banques doivent d'abord montrer patte blanche en réussissant la vaste revue des actifs actuellement en cours et auxquels tous les superviseurs nationaux participent. Au Luxembourg, six banques sont concernées, ce qui signifie des dizaines de milliers de dossiers à examiner pour vérifier

que la valorisation des actifs faite par les banques correspond aux risques actuels. Une trentaine de personnes au sein de la CSSF est mobilisée pour ce travail de bénédictin mais cela ne suffit pas. Une partie du travail a été confiée à 90 auditeurs de KPMG qui épaulent la CSSF dans cette mission qui doit être terminée au courant de l'été.

A cette revue des actifs s'ajoute un test de résistance des grandes banques européennes au-delà de la zone euro. Il pourrait aboutir à une exigence de recapitalisation pour celles qui se seraient révélées trop fragiles. «Il n'y a pas de mauvaise surprise à attendre des banques luxembourgeoises», assure Jean Guill. La CSSF demande aux banques actives dans le pays un ratio de fonds propres déjà bien supérieur aux exigences de Bâle III.

Au final, l'autorité de surveillance se montre sereine face au bouleversement de la surveillance des banques qui s'annonce car, pour elle, la création du SSM sera la dernière étape d'un changement plus ancien de la surveillance. Depuis la crise financière, la CSSF a profondément modifié sa façon de travailler. Elle a notamment développé les contrôles sur site et créé un service dédié. Ses effectifs sont passés de 300 à plus de 500 en cinq ans et vont encore croître dans les années à venir. Première conséquence inattendue: à l'été 2015, elle doit emménager dans un nouveau bâtiment prévu pour 620 personnes... qui pourrait être rapidement trop étroit.

Loin de voir son activité diminuer avec l'harmonisation européenne, l'autorité luxembourgeoise doit se renforcer pour faire face à un travail accru à la fois dans la supervision européenne des banques mais aussi dans la surveillance des fonds d'investissements. Avec l'entrée en vigueur de la directive AIFM l'été dernier, la CSSF supervise également les fonds alternatifs.

## Le SSM fonctionne déjà

Si la supervision européenne n'entre officiellement en vigueur qu'en novembre prochain, les organes du SSM (mécanisme de surveillance unique) sont déjà constitués et travaillent depuis le début de l'année. «Nous avons déjà eu sept réunions à Francfort», explique Claude Simon, directeur à la CSSF et représentant du Luxembourg au sein de conseil de surveillance prudentielle. Ce conseil de 24 membres sera l'organe clé de la supervision européenne puisqu'il comptera les représentants des 18 pays membres, des représentants de la BCE, ainsi que des personnalités indépendantes, le tout sous la présidence de la Française Danièle Nouy. Le conseil de surveillance prudentielle se réunit donc deux fois par mois pour coordonner la supervision bancaire au sein de la zone euro et pour établir les bonnes pratiques à mettre en place d'ici novembre prochain. (lc)

[www.pwc.lu/banking](http://www.pwc.lu/banking)

**In a time of change...**  
Simplify, Comply,  
Innovate.



**pwc**

The Luxembourg banking sector stands out as an international centre of excellence and continues to develop as an innovative financial laboratory for corporate, institutional and individual clients solutions.

The Luxembourg financial marketplace must comply with local and international legal and regulatory constraints to build market trust and assert its competitiveness in Europe and beyond.

Our leading position as a provider to the financial services sector gives you an overwhelming advantage: you will be talking to people who are experts not only in their specific field, but in your industry as well.

We cover banks, asset managers and professionals of the financial sector.

Let's talk about it.

Contact:  
**Rima Adas**  
Banking & Financial Services Leader  
+352 49 48 2513  
rima.adas@lu.pwc.com



© 2014 PricewaterhouseCoopers, Société coopérative. All rights reserved. In this document, "PwC Luxembourg" refers to PricewaterhouseCoopers, Société coopérative (Luxembourg) which is a member firm of PricewaterhouseCoopers International Limited ("PwC IL"), each member firm of which is a separate and independent legal entity. PwC IL cannot be held liable in any way for the acts or omissions of its member firms.

#### Tests de résistance avant l'entrée en vigueur de l'union bancaire

# La France bien armée pour les stress tests

Le coût de cette vaste opération a été estimé à 80 millions d'euros

PAR ARTHUR BECKOULES

Parmi les 124 banques européennes soumis à un test de résistance d'ici le mois d'octobre, onze sont françaises. Le secteur n'affiche pas d'inquiétudes particulières, les quatre plus grandes banques françaises affichant un ratio de fonds propres durs bien supérieur aux exigences de Bâle III.

L'union bancaire, que le président français François Hollande avait qualifiée en décembre dernier d'«avancée considérable», est plus que jamais en marche. Jusqu'en octobre, 124 banques européennes - représentant 85 % des actifs bancaires de la zone euro - seront en effet passées au crible de la Banque centrale européenne (BCE) via une sévère série de tests de résistance.

## **Les bénéfices sont de nouveau supérieurs à ceux de 2008**

Parmi elles, les onze françaises connaissent certes des situations variées mais savent toutes combien leur avenir dépendra largement de leur résultat face à ces évaluations. Car si les banques hexagonales ont retrouvé, en 2013, des bénéfices d'un niveau supérieur à 2008 (respectivement 2,2, 2,3 et 4,8 milliards d'euros pour la Société Générale, le Crédit agricole et la BNP), elles sont pleinement conscientes que l'heure n'est plus au simple ratio bénéfice-perte: «La question de la stabilité est devenue essentielle, car c'est de là que vient la solidité d'une institution et qu'elle prouve donc qu'elle pourra résister à une nouvelle secousse du système bancaire», explique un cadre de la BNP.

Et les raisons d'être inquiet existent. Si outre-Rhin, la «Deutsche Bank» a tenté de justifier sa récente augmentation de capital en cherchant «à faire entrer la banque dans une nouvelle ère», la réalité pour nombre de spécialistes est autre: «Avec cette augmentation de capital, la banque se fabrique un matelas supplémentaire qui la pré-



**Dexia n'effectuera pas le scénario le plus noir des stress tests.** (PHOTO: AFP)

pare mieux aux tests de la BCE», concédait un cadre de l'agence Standard & Poor's. Avec «seulement» 9,5 % de fonds propres, la plus grande banque allemande avait besoin de ces huit milliards d'euros pour atteindre le niveau érigé dans le cadre des Accords Bâle III.

## Des règles prudentielles contraignantes

Ces nouvelles règles prudentielles qui fixent à 10 % le ratio de fonds propres «durs» - un indicateur qui rapporte le niveau des fonds propres aux actifs pondérés par les risques - effraient toutefois moins les banques hexagonales: au 31 décembre 2013, les quatre principaux établissements français (BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole et BPCE) enregistraient un ratio de 10,5 % en moyenne, bien au-delà des 7 % minimaux imposés par Bâle III à atteindre d'ici 2019. «Notre solidité représente une source de fierté mais son évocation n'est

pas obsessionnelle» glisse un cadre du Crédit agricole. Pour la Société générale, le PDG Frédéric Oudéa faisait aussi part de sa satisfaction en février: «L'année 2000 apporte la confirmation de la validité du modèle de banque unique de Société générale».

A la BNP, c'est l'annonce de l'amende record de dix milliards de dollars (sept milliards d'euros) qui pourrait pourtant fragiliser le bilan. Les autorités américaines ont accusé la plus grande banque française d'avoir effectué de 2002 à 2009 des transactions financières en Iran, au Soudan et à Cuba, malgré l'embargo décrété sur ces pays par les Etats-Unis. Dès mars dernier, son directeur général, Jean-Laurent Bonnafé, avait averti que l'amende dépasserait largement la somme provisionnée pour ces sanctions (1,1 milliard de dollars). «C'est un élément que les marchés prennent en compte dans notre évaluation globale», reconnaît le patron de la banque, faisant implicitement référence au cours de l'action, en baisse depuis plusieurs semaines. De là à craindre les tests, il y a un pas important.

Pour beaucoup, la seule inquiétude résidait chez Dexia tant les incertitudes semblaient nombreuses et la fragilité réelle. Confirmant la complexité de la situation, la banque franco-belge vient d'obtenir une dérogation afin d'être épargnée par le scénario le plus noir des tests de résistance. «Dexia est le seul établissement en gestion extinctive. Quel est l'intérêt d'avoir un jeu de 'stress tests' avec un scénario extrême?», a justifié le sous-gouverneur de la Banque de France Robert Ophèle. «Ces exercices permettent de construire la confiance dans le système bancaire français, car compte tenu de leurs performances récentes satisfaisantes, les

groupes français sont relativement optimistes», analyse un trader de la City passé par la Société Générale. Des tests qui se révèlent néanmoins exigeants et fastidieux. «C'est un exercice extrêmement lourd» concède le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, qui a par ailleurs précisé que les coûts engendrés par ces études pointues se monteront à 80 millions d'euros - un montant financé par la Banque de France.

Enfin, «il ne faut pas oublier un élément important dans l'évaluation d'un établissement bancaire», conclut le trader: «la note souveraine! Et la France n'a tout de même pas à rougir».



**Malgré son amende record de sept milliards d'euros, BNP Paribas se montre sereine face aux stress tests.**

(PHOTO: AFP)

A large, high-contrast black and white photograph of a woman's face, looking directly at the viewer. She has short, light-colored hair and a neutral expression. The lighting is soft, highlighting her eyes and forehead.

Le magazine « Global Finance » a décerné le prix « Best Bank Award – Luxembourg » pendant six années consécutives à la BCEE, tandis que « The Banker » lui a attribué le prix « Bank of the Year – Luxembourg » six fois au fil des années. La BCEE est donc idéalement placée pour prendre soin de votre capital en accord avec vos besoins.

Trouvez le centre financier BCEE le plus proche sur [www.bcee.com](http://www.bcee.com) ou au 6 252 1015-1016.

**BCEE Private Banking :**  
**Votre patrimoine mérite attention**



**SPUERKEESS**  
Äert Liewen. Är Bank.



**Résultat net sur intérêts et produits assimilés**  
**Net interest income - Netto-Zinsertrag**

		en millions de EUR	2013	2012	%
1	BGL BNP Paribas	548.356	532.000	3.07	
2	Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	390.863	439.736	-11.11	
3	Deutsche Bank Luxembourg S.A.	364.955	338.857	7.70	
4	Société Générale Bank & Trust	241.553	328.720	-26.52	
5	Banque Internationale à Luxembourg	234.978	223.823	4.98	
6	CACEIS Bank Luxembourg	173.660	221.981	-21.77	
7	ING LUXEMBOURG S.A.	163.382	195.361	-16.37	
8	Société Européenne de Banque S.A.	162.878	155.419	4.80	
9	UniCredit Luxembourg S.A.	151.310	204.174	-25.89	
10	PayPal (Europe) S.r.l. et Cie, S.C.A.	137.098	83.112	64.96	
11	State Street Bank Luxembourg S.A.	134.994	132.816	1.64	
12	DZ PRIVATBANK S.A.	91.957	114.081	-19.39	
13	Banque Raiffeisen	91.077	86.447	5.36	
14	Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	90.503	108.830	-16.84	
15	Banque de Luxembourg S.A.	88.418	111.677	-20.83	
16	Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.	81.715	57.560	41.96	
17	Deutsche Postbank International S.A.	81.335	93.770	-13.26	
18	Advanzia Bank S.A.	71.907	53.951	33.28	
19	John Deere Bank S.A.	67.063	66.479	0.88	
20	Banque LB Lux S.A.	57.606	48.470	18.85	
21	KB European Private Bankers S.A.	48.615	33.953	43.18	
22	Banque Safra-Luxembourg S.A.	46.294	61.217	-24.38	
23	Hypotheekbank Frankfurt International S.A.	44.751	59.637	-24.96	
24	Crédit Agricole Luxembourg	43.239	29.447	46.84	
25	Nordea Bank S.A.	38.873	30.219	28.64	
26	RBC Investor Services Bank S.A.	34.272	36.753	-6.75	
27	Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.	31.900	51.427	-37.97	
28	Landesbank Berlin International S.A.	30.596	36.993	-17.29	
29	Natixis Bank	27.092	53.396	-49.26	
30	Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalbank Kreditbank Aktiengesellschaft Luxembourg S.A.	26.142	26.000	0.55	
31	Cleartream Banking S.A.	25.829	19.002	35.93	
32	Banco Bradesco Europa S.A.	24.454	20.517	19.19	
33	ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.	23.904	37.918	-36.96	
34	DekaBank Deutsche Girotzentrale Luxembourg S.A.	22.132	32.152	-31.17	
35	Deutsche Proef Luxembourg S.A.	20.903	21.875	-4.45	
36	SKBianca Eksilka Banken S.A.	19.935	25.422	-21.58	
37	UBI Banca International S.A.	19.505	26.771	-27.14	
38	HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.	18.287	18.214	3.15	
39	East West United Bank S.A.	17.922	20.492	-12.28	
40	UBS (Luxembourg) S.A.	16.800	15.175	10.71	
41	Danske Bank International S.A.	16.128	21.498	-24.98	
42	MEDIGOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.	15.835	12.546	26.22	
43	Commerzbank International S.A.	15.149	27.839	-45.58	
44	HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	15.033	6.009	150.17	
45	Bank of China (Luxembourg) S.A.	14.760	13.431	9.89	
46	Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	11.370	12.199	-6.80	
47	UniCredit International Bank (Luxembourg) SA	8.960	10.928	-18.01	
48	Banque Privée Edmond de Rothschild Europe	8.812	5.423	62.51	
49	Pictet & Cie (Europe) S.A.	8.456	7.673	10.20	
50	Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	8.427	6.419	31.28	
51	DNB Luxembourg S.A.	8.168	9.964	-18.03	
52	Banque Havilland S.A.	8.076	7.661	5.42	
53	Banque BCP S.A.	7.320	13.119	-44.20	
54	Hypo Pfandbrief Bank International S.A.	7.035	7.760	-9.34	
55	Banco Popolare Luxembourg S.A.	6.422	2.215	189.93	
56	NORD/LB COVERE FINANCE BANK S.A.	6.371	8.950	-28.82	
57	Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	5.917	6.688	-11.42	
58	Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.	5.865	8.508	-31.06	
59	VP Bank (Luxembourg) S.A.	5.770	7.116	-18.92	
60	Svenska Handelsbanken S.A.	5.700	16.600	-65.66	
61	LBBW Luxembourg S.A.	5.528	4.757	16.21	
62	EFG Bank (Luxembourg) S.A.	5.215	5.738	-9.11	
63	Bank Leumi (Luxembourg) S.A.	5.144	6.682	-23.02	
64	Société Nationale de Crédit et d'Investissement	4.849	10.934	-55.65	
65	Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.	4.686	10.072	-53.47	
66	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	4.102	8.722	-52.97	
67	BHF-Bank International	4.075	6.084	-33.03	
68	HSH Nordbank Securities S.A.	4.031	2.857	41.09	
69	RS Global Banking (Luxembourg) S.A.	4.010	7.473	-46.34	
70	BSI Luxembourg S.A.	3.780	3.677	2.81	
71	Andbank Luxembourg	3.568	3.606	-1.05	
72	Banque Carnegie Luxembourg S.A.	3.217	3.732	-13.80	
73	Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.	2.867	4.163	-31.13	
74	TD Bank International S.A.	2.584	2.500	3.38	
75	Fortuna Banque S.c.	2.256	4.151	-45.64	
76	The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.	1.382	2.347	-41.09	
77	SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	1.228	2.449	-49.03	
78	Keytrade Bank Luxembourg S.A.	2.158	2.239	-3.64	
79	Comer Banque (Luxembourg) S.A.	1.994	2.416	-17.48	
80	Banque des Particuliers Privé	1.872	2.062	-9.23	
81	Banque Transatlantique Luxembourg S.A.	1.865	1.901	-1.87	
82	Frankfurter Volksbank International S.A.	1.864	2.354	-20.82	
83	Credem International (Lux)	1.382	2.347	-41.09	
84	Argentabank Luxembourg S.A.	1.304	3.575	-63.53	
85	La Française AM Private Bank	1.048	1.067	-1.74	
86	Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA	0.989	1.408	-29.74	
87	Banco Itaú Europa Luxembourg S.A.	0.957	5.526	-82.68	
88	Sal Oppenheim Jr. & Cie Luxembourg S.A.	0.941	2.108	-55.23	
89	Union Bancaire Privée (Europe) S.A.	0.741	1.116	-33.57	
90	Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A.	0.683	1.399	-51.21	
91	Delen Private Bank Luxembourg S.A.	0.669	0.951	-29.64	
92	Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.	0.557	0.925	-39.78	
93	Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.	0.387	0.402	-3.78	
94	China Construction Bank (Europe) S.A.	0.272			
95	Banque Pulaetco Devway Luxembourg S.A.	0.133	0.266	-50.18	
96	HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	0.093	0.206	-54.69	
97	ABLV Bank Luxembourg S.A.	0.032	0.020	57.89	
98	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	0.023	0.026	-11.79	
99	Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.	0.014	0.063	-78.35	
100	GPB International S.A.	0.000			
101	Dexia LGD Banque S.A.	-1.185	7.141	-116.59	
102	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.	31.341	-100.00		
103	Société Générale LDG	3.296	-100.00		
104	Catella Bank S.A.	3.289	-100.00		
105	Banque Ohman S.A.	1.223	-100.00		
106	Freie Internationale Sparkasse S.A.	0.736	-100.00		
107	Lombard Odier (Europe) S.A.	0.449	-100.00		
108	BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE				
109	Société Générale Financing and Distribution				

Après la directive sur l'épargne et l'accord Fatca, les négociations au sein de l'OCDE progressent vite

## Un mouvement inéluctable vers plus de transparence

L'échange automatique d'informations en matière fiscale va devenir la norme fiscale internationale

PAR LINDA CORTEY

**Il y a un peu plus d'un an, la place financière tremblait à l'annonce de la première brèche apparue dans le secret bancaire. Depuis, le mouvement s'est accéléré : le Luxembourg a signé l'accord Fatca avec les Etats-Unis, le champ d'application de la directive sur l'épargne devrait être élargi et les pays de l'OCDE négocient des accords d'échange d'informations sur le modèle Fatca.**

**Avril 2013 a été un tournant pour la place financière. Le Grand-Duché acceptait de sortir de la période transitoire de la directive européenne sur l'épargne. La retenue à la source de 35 % appliquée aux revenus d'intérêts sera remplacée, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par l'échange automatique d'informations sur ces mêmes revenus. Aujourd'hui, les grandes banques et les organisations représentatives expliquent que la tendance vers plus de transparence fiscale était anticipée.**

**Une directive en deux étapes**

**Six mois plus tard, au 1<sup>er</</sup>**



**Fonds propres -  
Own funds - Eigenmittel**

		en millions de EUR	2013	2012	%
1	BGL BNP Paribas	5,481,100	5,481,600	0,00	
2	Deutsche Bank Luxembourg S.A.	4,750,258	4,643,361	2,30	
3	Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg	3,097,802	2,803,378	10,50	
4	State Street Luxembourg S.A.	2,639,080	2,523,776	4,57	
5	Société Générale Bank & Trust	2,476,973	2,267,215	9,25	
6	PayPal (Europe) S.r.l. et Cie, S.C.A.	1,490,938	1,078,277	38,27	
7	UniCredit Luxembourg S.A.	1,315,928	1,309,510	0,49	
8	Société Européenne de Banque S.A.	1,240,268	1,178,380	5,25	
9	Société Nationale de Crédit et d'Investissement	1,212,002	1,166,482	3,90	
10	KBL European Private Bankers S.A.	1,132,000	1,123,000	0,80	
11	Banque Internationale à Luxembourg	859,336	877,060	-2,02	
12	Danske Postbank International S.A.	881,110	841,860	1,10	
13	RBC Investor Services Bank S.A.	841,314	815,609	3,15	
14	Natixis Bank	825,354	821,858	0,43	
15	DZ PRIVATBANK S.A.	739,668	723,054	2,30	
16	Nordeutsche Landesbank Luxembourg S.A.	699,400	674,500	3,69	
17	Cleartream Banking S.A.	675,617	533,929	26,54	
18	Banque de Luxembourg S.A.	637,318	610,188	4,45	
19	CACEIS Bank Luxembourg	625,146	414,464	50,83	
20	Crédit Agricole Luxembourg	516,938	468,419	10,36	
21	UBS (Luxembourg) S.A.	499,853	546,839	-8,59	
22	Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxembourg	444,962	425,732	4,52	
23	DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.	423,821	423,821	0,00	
24	Banque LBLux S.A.	376,138	415,558	-9,49	
25	Commerzbank International S.A.	347,180	480,805	-27,79	
26	Nordea Bank S.A.	330,014	307,671	7,26	
27	Banco Bradesco Europa S.A.	309,025	261,108	18,35	
28	LBBW Luxembourg S.A.	288,600	306,508	-5,84	
29	Nomura Bank (Luxembourg) S.A.	287,982	230,795	14,78	
30	Banque Raiffeisen	274,412	231,450	18,56	
31	UniCredit International Bank (Luxembourg) SA	243,562	236,949	2,79	
32	Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.	239,859	214,381	11,88	
33	Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.	239,797	128,276	86,94	
34	Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.	232,546	183,545	26,70	
35	MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.	231,051	202,623	14,03	
36	Pictet & Cie (Europe) S.A.	224,475	207,061	8,41	
37	Banque Safra-Luxembourg S.A.	221,045	195,119	13,29	
38	Bank of China (Luxembourg) S.A.	216,682	213,897	1,30	
39	John Deere Bank S.A.	214,957	188,955	13,71	
40	Banco Degóes Luxembourg S.A.	206,123	223,482	-7,77	
41	ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.	205,170	505,416	-59,41	
42	China Construction Bank (Europe) S.A.	199,087			
43	Landesbank Berlin International S.A.	189,957	167,598	13,34	
44	Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A.	184,904	210,300	-12,08	
45	Hypothekenbank Frankfurt International S.A.	181,520	135,969	33,50	
46	Skandinaviska Enskilda Banken S.A.	170,911	165,195	3,46	
47	Sal. Oppenheim Jr. & Cie Luxembourg S.A.	168,253	168,253	0,00	
48	HSH Nordbank Sécurités S.A.	163,693	153,738	6,47	
49	HSBC Private Bank Luxembourg S.A.	156,260	146,938	6,35	
50	Hypo Pfandbrief Bank International S.A.	153,832	146,837	4,77	
51	Dexia LGD Banque S.A.	148,624	134,621	10,40	
52	Banco Itaú Europa Luxembourg S.A.	138,769	182,776	-24,08	
53	Danske Bank International S.A.	130,900	131,088	-0,14	
54	SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A.	121,889	115,821	5,24	
55	VP Bank (Luxembourg) S.A.	120,335	114,567	5,03	
56	Credem International (Lux)	115,325	101,977	13,09	
57	UBS Banca Internazionale S.A.	114,883	125,488	-8,45	
58	Banque Havilland S.A.	111,482	110,268	1,10	
59	Union Bancaire Privée (Europe) S.A.	101,582	97,159	4,55	
60	East West United Bank S.A.	91,797	44,039	108,44	
61	HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.	85,580	104,003	-17,71	
62	The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.	83,943	83,522	0,50	
63	Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.	83,359	66,588	25,20	
64	NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A.	76,800	67,600	13,61	
65	Banco Popolare Luxembourg S.A.	69,487	65,858	5,51	
66	Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.	65,642	62,023	5,83	
67	RBG Global Banking (Luxembourg) S.A.	61,789	57,162	8,09	
68	Svenska Handelsbanken S.A.	53,431	52,265	2,23	
69	Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A.	53,347	77,711	-31,35	
70	EFGBank (Luxembourg) S.A.	50,441	43,460	16,06	
71	Andbank Luxembourg	50,320	17,062	194,93	
72	Advaranz Bank S.A.	49,703	44,146	12,59	
73	Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.	48,559	51,426	-5,57	
74	BHF-BANK International S.A.	46,562	46,562	0,00	
75	HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.	45,585	38,640	17,97	
76	Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.	44,683	42,277	5,82	
77	BSI Luxembourg S.A.	41,890	37,007	13,19	
78	DNB Luxembourg S.A.	38,910	25,483	52,69	
79	Frankfurter Volksbank International S.A.	33,257	32,977	0,85	
80	Banco Leumi (Luxembourg) S.A.	32,526	27,514	18,22	
81	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	31,221	27,218	14,70	
82	Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.	30,593	30,906	-1,01	
83	Banque BCP S.A.	30,364	25,313	19,95	
84	TD Bank International S.A.	29,650	24,657	20,25	
85	ABLV Bank Luxembourg S.A.	26,505	26,058	1,72	
86	Banque Carnegie Luxembourg S.A.	24,227	24,226	0,00	
87	Banque de Patrimoines Privés	23,774	14,916	59,39	
88	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	23,452	22,239	5,45	
89	La Française AM Private Bank	20,141	10,141	98,61	
90	Banque Transatlantique Luxembourg S.A.	19,763	19,751	0,06	
91	GPB International S.A.	18,694			
92	Vontobel Bankers (Luxembourg) S.A.	17,251	18,332	-5,90	
93	Argentabank Luxembourg S.A.	17,029	15,548	9,52	
94	Banque Pulaletco Dewey Luxembourg S.A.	14,768	10,821	36,48	
95	ABLV Bank Luxembourg S.A.	14,754	18,166	-18,78	
96	Keytrade Bank Luxembourg S.A.	12,652	11,801	7,21	
97	Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.	12,435	12,435	0,00	
98	Fortuna Banque s.c.	11,085	10,870	1,99	
99	Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.	9,246	11,883	-22,19	
100	ING LUXEMBOURG S.A.				
101	J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.		1,421,374	-100,00	
102	Société Générale LDG		595,514	-100,00	
103	Catella Bank S.A.		76,578	-100,00	
104	Lombard Odier (Europe) S.A.		21,492	-100,00	
105	Freie Internationale Sparkasse S.A.		11,599	-100,00	
106	BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE		9,045	-100,00	
107	Banque Öhman S.A.				
108	Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.				
109	Société Générale Financing and Distribution				

Entretien avec Bernard Lhoest et Christian Daws associés EY

## Le reporting, pilier de la transparence

La mise en pratique de l'échange automatique d'informations ne sera pas

PAR LINDA CORTEY

**Avec le passage à l'échange automatique d'informations en matière fiscale, il n'y a pas que le métier de banquier qui va profondément changer. L'un des enjeux majeurs pour les banques sera d'être dans les temps pour envoyer les bonnes informations (et seulement celles-ci) aux bonnes administrations fiscales. Cet ensemble de documents, appelé dans le jargon le « reporting », est bien entendu différent pour Fatca et pour l'information fiscale au sein de l'Union européenne. Sans compter l'arrivée prochain des accords sur base de l'OCDE. Bernard Lhoest et Christian Daws reviennent sur la mise en place concrète de l'échange automatique d'information en matière fiscale pour les banques.**

**Pourquoi le fait de devoir remplir des formulaires plus ou moins détaillés - le**



Vaste étude sur les sentiments des employés de banque en France

# Les salariés des banques sous pression

Plus de la moitié des employés déclarent rencontrer des tensions avec les clients

**Tensions avec les clients, temps manquant, poids des procédures: les salariés des banques françaises travaillent sous pression, indique une vaste enquête sur les risques psychosociaux dans le secteur bancaire publiée lundi par le syndicat bancaire français SNB/CFE-CGC.**

En trois ans, la crainte de perdre son emploi augmente, passant de 23,1 à 28,9 %. Si globalement les résultats montrent une légère amélioration, la situation reste préoccupante. «L'importance de la charge quantitative de travail dans le secteur, conjuguée au sentiment des salariés d'avoir sur cette situation des «marges faibles» d'action en est la cause, souligne

l'auteur de l'enquête, Xénophon Vaxevanoglou, psychologue du travail et maître de conférences à l'université Lille 2. Pour cette étude, plus de 5.700 salariés adhérents du SNB (Syndicat national de la banque et du crédit), premier syndicat du secteur, ont été interrogés en ligne début 2014, et les résultats comparés avec ceux de la précédente enquête, datant de 2011.

Tous postes confondus, 63,6 % des salariés affirment ne pas disposer du temps nécessaire pour travailler correctement. Le rythme de travail est, selon eux, dicté par les procédures et normes (pour 73,5 % des sondés), devant les contrôles de la hiérarchie (63,9 %) et



Seule la moitié des salariés se sent soutenu par sa hiérarchie. (PHOTO: AFP)

les contraintes techniques (54,4 %). Ces contraintes liées à «l'industrialisation des processus»

impactent «fortement et négativement les collaborateurs», qui dans plus d'un cas sur deux (57,5 %) considèrent n'avoir pas les moyens de travailler et ont du mal à concilier travail et obligations familiales pour 46,2 % des personnes ayant répondu.

Parallèlement, plus d'un sur deux (55,6 %) déclare rencontrer des tensions avec les clients. Et

près d'un sur quatre (38,4 %) avoue avoir eu peur au travail. «Mais ce qui marque avant tout, c'est l'exigence de répression des émotions», reconnue par 73 % des personnes. Cette situation, alors même qu'ils «doivent faire face à des personnes en détresse (...) produit une tension émotionnelle qui peut générer de la souffrance», constate l'auteur. Une minorité témoigne en outre de harcèlement: plus de 18 % rapportent des comportements méprisants et près de 17 % un déni de la qualité de leur travail.

Face à cette situation, la bonne coopération entre collègues permet de «diminuer l'intensité des risques» psychosociaux. Ainsi, plus de 72 % des personnes disent pouvoir compter sur le soutien de leurs collègues, 50 % de leur hiérarchie. S'ils sont seulement 40 % à juger leur travail reconnu à sa juste valeur, une écrasante majorité (85,2 %) trouve néanmoins du sens à son activité. (AFP)

## Finanzbranche gegen weitere Zinssenkung

Die EZB steht vor einem historischen Schritt

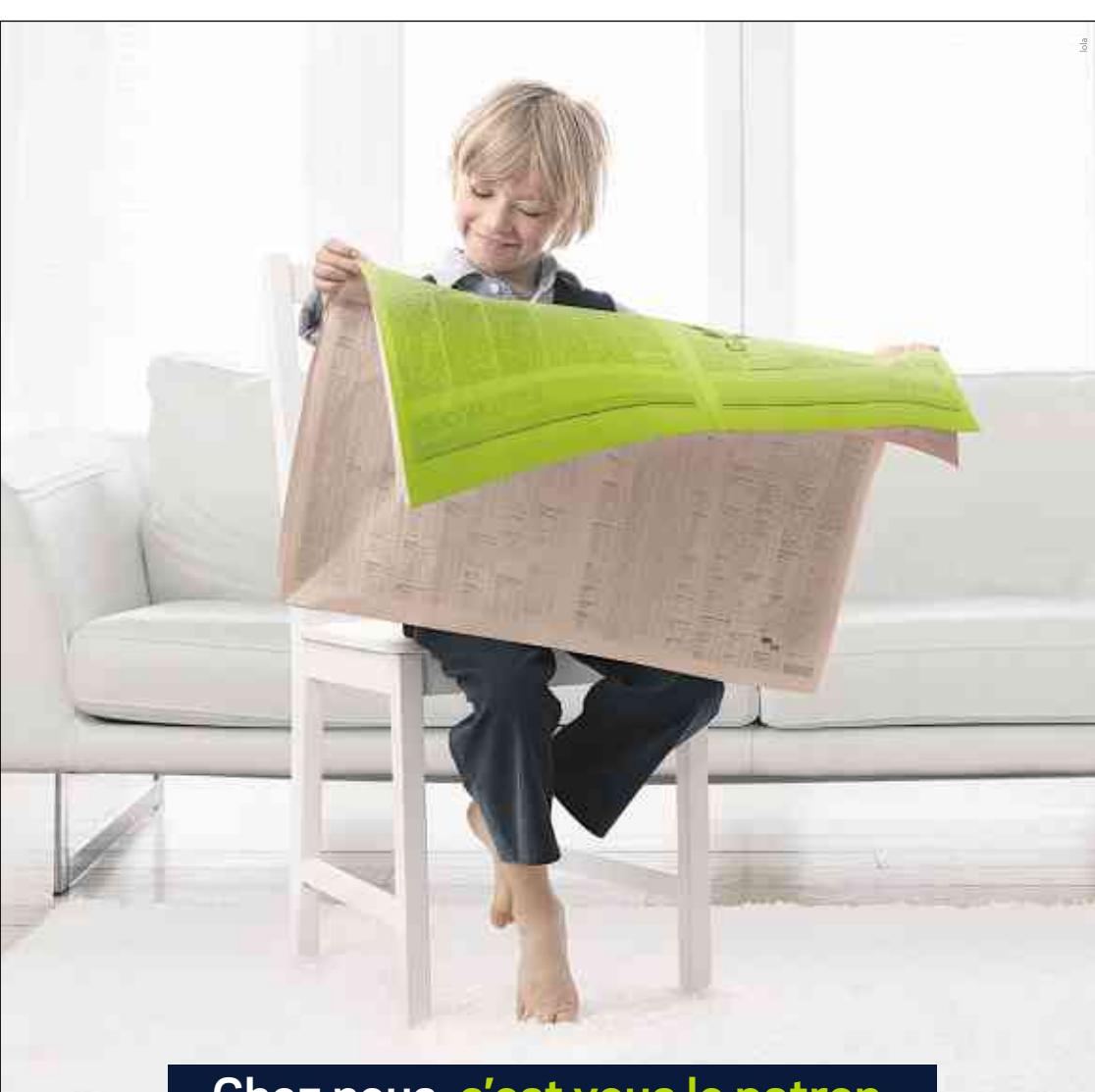
**Frankfurt/Main.** Vor der Ratssitzung der Europäischen Zentralbank (EZB) an diesem Donnerstag hat die deutsche Finanzbranche vor den möglichen Folgen einer weiteren Leitzinssenkung gewarnt. In einem am Montag vorab in der „Bild“-Zeitung veröffentlichten gemeinsamen Appell betonen die Präsidenten des Bundesverbandes der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken (BVR), des Deutschen Sparkassen- und Giroverbandes (DSGV) und des Gesamtverbandes der Deutschen Versicherungswirtschaft (GDV): „Niedrigzinsen enteignen Sparer.“

Zusätzliche geldpolitische Lockerungen seien daher gefährlich für die Spar- und Stabilitätskultur in Deutschland. Zumal die Verbandspräsidenten den „Patient Europa“ inzwischen „auf einem langsam, aber forschreitenden Kurs der Besserung“ sehen. Die von vielen Ökonomen für dieses und nächstes Jahr erwartete wirtschaftliche Erholung im Euroraum

spreche klar gegen weitere geldpolitische Maßnahmen. Auch Deflationsgefahren seien nicht erkennbar, betonten die Verbandschefs.

Ungewohnt deutlich deuten führende Notenbanker seit Wochen an, dass die EZB den bereits historisch niedrigen Leitzins im Kampf gegen die zu niedrige Inflation am Donnerstag unter die Marke von 0,25 Prozent senken könnte. In der Diskussion sind außerdem Strafzinsen für Geschäftsbanken, die größere Geldbestände bei der EZB horten.

BVR-Präsident Uwe Fröhlich warnte: „Ein in der EU noch nie dagewesener Strafzins würde die Kreditvergabe nicht beleben. Die Medizin würde keine Wirkung zeigen. Die Risiken und Nebenwirkungen wären dagegen umso größer.“ Der Chef des Münchner Ifo-Instituts, Hans-Werner Sinn, warnte in der „Wirtschaftswoche“ ebenfalls vor möglichen Folgen für die Sparer durch den sogenannten negativen Einlagezins. (dpa)



chez nous, c'est vous le patron.



Raiffeisen  
Naturellement ma banque

Raiffeisen est une banque coopérative. Et ça change tout! Nous nous engageons à vous soutenir et à travailler dans votre seul intérêt. Parce que pour nous, c'est naturel de faire confiance à ceux qui nous font confiance.

[www.raiffeisen.lu](http://www.raiffeisen.lu)



Morgen könnte die EZB die extrem tiefen Zinsen weiter senken und zudem eine Art Strafgebühr für Geschäftsbanken festlegen.  
(FOTO: AFP)



Les différentes expositions du secteur bancaire luxembourgeois

# Un risque vertigineux mais contrôlé

Si la banque dépositaire constitue le seul risque systémique du pays, l'immobilier est aussi à surveiller, selon la CSSF

PAR LINDA CORTEY

**Il existe un domaine dans lequel le Luxembourg présente un risque pour l'ensemble du système financier mondial: la banque dépositaire.** Cette activité est fondamentale pour la place luxembourgeoise, au carrefour entre la banque et les fonds d'investissement. La CSSF a détaillé ce risque, ainsi que les risques souverain et immobilier, dans son rapport annuel.

Les fonds d'investissement européens doivent obligatoirement confier la garde de leur actifs à une banque dépositaire. Pas étonnant donc que le Luxembourg, première place européenne et deuxième au monde pour les fonds d'investissement, se retrouve avec une activité de banque dépositaire hors norme. «La fonction de banque dépositaire assumée par des banques luxembourgeoises dans le cadre de leurs services en relation avec la gestion patrimoniale porte sur des avoirs globaux d'environ 3.028 milliards d'euros», indique la Commission du secteur financier (CSSF). «En y ajoutant les avoirs déposés dans le contexte des opérations de paiement et de règlement sur titres, le montant atteint 13.662 milliards d'euros». Ce qui correspond à un peu plus que le PIB de l'Union européenne.

## Un risque pour les marchés financiers globaux

«Vu l'ampleur des valeurs déposées auprès de banques luxembourgeoises, une interruption dans la fourniture des services de banque dépositaire pourrait porter atteinte au bon fonctionnement des marchés financiers globaux», note la CSSF. «Le risque lié à la continuité de l'activité de banque dépositaire est donc essentiellement un risque que la place financière représente pour le système financier mondial».

Ce risque est très encadré, précise l'autorité de surveillance, à la fois par les règles sur le droit de propriété et sur la protection des déposants. Un cadre qui sera encore renforcé par l'union bancaire, avec le mécanisme de résolution.

Les deux autres risques majeurs du système bancaire luxembourgeois ne sont pas assez conséquents pour avoir une incidence forte sur le système financier mondial. Il s'agit du risque souverain et du risque immobilier. Dans les deux cas, la CSSF les estime largement sous contrôle.

Pour le risque souverain, qui est constitué par les dettes sur le secteur public (les administrations centrales, régionales et locales), la CSSF constate que les banques luxembourgeoises, structurellement en situation d'excès de liquidité, ont investi en partie dans la dette souveraine. «En théorie, un Etat souverain est à même d'honorer ses obligations financières

en activant à cette fin ses prérogatives en matière fiscale. L'exposition souveraine apparaît ainsi comme moins risquée et plus adaptée au profil de risque conservateur des banques luxembourgeoises», rappelle la commission de surveillance. «Toutefois, en cas d'évolution adverse, à l'instar de la crise de la dette souveraine en Europe, une concentration accrue sur des débiteurs souverains peut compromettre la stabilité financière».

## Un nombre limité de banques exposées aux dettes souveraines

La CSSF ne voit pas de danger pour autant sur l'ensemble du secteur. «Dans l'ensemble, les risques souverains encourus par les banques de la place ne remettent pas en cause la stabilité financière du secteur dans son ensemble». Mais la situation peut être plus complexe pour quelques banques: «Pour un nombre limité de banques prises individuellement, ces expositions représentent une concentration de risque plus importante. Il en est ainsi des banques d'émission de lettres de gage publiques dont le modèle d'affaires correspond précisément au financement du secteur public».

Fin 2013, l'exposition globale des banques luxembourgeoises atteint 57 milliards d'euros, soit une hausse de 3% sur un an. Pour les pays européens ayant connu une crise ou des doutes sur leurs dettes (Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Espagne et Chypre), l'exposition est passée de 18 milliards d'euros en décembre 2010 à 13 milliards d'euros en fin d'année 2013. Les trois pays pour lesquels les banques luxembourgeoises sont le plus exposées sont la France (9.060 milliards d'euros), l'Italie (8.879 milliards) et l'Allemagne (6.882 milliards).

## Les prêts hypothécaires ont progressé de 65 % en 5 ans

Troisième risque: l'immobilier résidentiel. Il ne concerne qu'un nombre limité de banques actives sur le territoire luxembourgeois, précise la CSSF. Toutefois, cette activité connaît une progression continue depuis cinq ans: entre fin 2008 et fin 2013, le volume des crédits hypothécaires a augmenté d'environ 65%. De plus, les règles sur l'octroi des prêts ont évolué. Par le passé, l'octroi de crédits hypothécaires présupposait en règle générale un apport propre de la part du futur acquéreur à hauteur de 20% environ de la valeur de l'immeuble. Sur les dix dernières années, cette pratique a cédé sa place à des modèles de financement plus poussés, prévoyant à la limite le financement intégral sans apport personnel», note la CSSF.

«Cette pratique comporte pour la banque un risque plus prononcé dans la mesure où la diminution de l'apport propre de l'acquéreur coïncide avec une dimi-

nution de la valeur nette de la garantie dans le chef de la banque», poursuit l'autorité de surveillance.

Pour couvrir le risque de défaut des clients, le coussin de sécurité pratiqué par les banques luxembourgeoises ne représente en moyenne qu'entre 1% et 3% de l'encours total de leurs crédits hypothécaires. Pour assurer une meilleure couverture du risque, la CSSF a introduit en juillet 2013 de nouvelles règles en matière de financement immobilier. Elle évaluera leur efficacité cette année pour déterminer si les banques luxembourgeoises actives sur le marché du crédit hypothécaire résidentiel doivent détenir un coussin additionnel de fonds propres.



L'ensemble des banques dépositaires du Luxembourg cumule un montant de dépôts supérieur au PIB de l'Union européenne. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)



**BANKS.**  
**EXPLORE YOUR FUTURE FROM A NEW PERSPECTIVE.**

New regulations, changing customers' expectations, new technology and innovation, competition. A new banking era has emerged. Find out how EY can help banks restructure their organizations, redefine their business models, redesign their infrastructure, cope with compliance and reinvent themselves to implement these changes.

Visit [ey.com/lu/banking](http://ey.com/lu/banking)  
[@EY\\_Luxembourg](https://twitter.com/EY_Luxembourg)

**EY**  
Building a better working world



**Provisions –  
Provisions – Rückstellungen**

		en millions de EUR	2013	2012	%
1 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg		440,546	417,313	5,57	
2 Deutsche Bank Luxembourg S.A.		338,784	375,961	-9,89	
3 BGL BNP Paribas		293,382	250,000	17,35	
4 Clearstream Banking S.A.		133,173	17,787	648,71	
5 Société Générale Bank & Trust		103,183	81,387	26,78	
6 Banque de Luxembourg S.A.		94,139	75,036	25,46	
7 Banque Raiffeisen		80,341	78,134	2,82	
8 ING LUXEMBOURG S.A.		67,490	67,504	-0,02	
9 Banque Internationale à Luxembourg		65,404	56,728	15,29	
10 DZ PRIVATBANK S.A.		53,555	42,830	25,04	
11 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A.		52,647	29,510	78,40	
12 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe		49,183	45,247	8,70	
13 Crédit Agricole Luxembourg		44,501	51,541	-13,66	
14 Skandinaviska Enskilda Banken S.A.		40,198	31,563	27,36	
15 CACEIS Bank Luxembourg		39,826	38,863	2,48	
16 Deutsche Postbank International S.A.		33,758	33,012	2,26	
17 Pictet & Cie (Europe) S.A.		33,118	21,809	52,31	
18 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A.		31,900	22,600	41,15	
19 Commerzbank International S.A.		27,912	30,959	-9,84	
20 Landesbank Berlin International S.A.		25,879	25,257	2,46	
21 RBS Investor Services S.A.		25,291	13,037	93,99	
22 Banque LB Lux S.A.		24,765	1,618	140,59	
23 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.		24,386	10,213	138,78	
24 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A.		19,481	18,957	2,76	
25 LBW Luxembourg S.A.		18,100	20,300	-10,84	
26 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A.		13,843	13,246	4,51	
27 HSH Nordbank Securities S.A.		12,688	15,621	-18,78	
28 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.		11,237	9,855	14,02	
29 UBS (Luxembourg) S.A.		9,928	4,274	132,29	
30 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.		9,162	10,800	-15,17	
31 Hypothekenbank Frankfurt International S.A.		8,449	6,318	33,73	
32 UniCredit Luxembourg S.A.		8,375	9,375	-10,67	
33 VP Bank (Luxembourg) S.A.		8,097	7,928	2,13	
34 Danske Bank International S.A.		7,257	8,579	-15,41	
35 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.		6,765	5,807	16,48	
36 State Street Bank Luxembourg S.A.		6,669	6,137	8,66	
37 Norddeutsche Bank S.A.		6,648	3,460	92,14	
38 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.		6,056	6,084	-0,46	
39 KBL European Private Bankers S.A.		6,000	7,000	-14,29	
40 Union Bancaire Privée (Europe) S.A.		5,504	5,123	7,44	
41 Banque Degroof Luxembourg S.A.		5,456	2,984	82,82	
42 Banque Havilland S.A.		5,442	3,682	47,79	
43 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A.		5,227	4,656	12,25	
44 Banque Safra Luxembourg S.A.		5,146	4,236	21,49	
45 Sal Oppenheim Jr. & Cie Luxembourg S.A.		4,981	1,775	180,62	
46 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalbank S.A.		4,877	3,753	29,95	
47 Aktiengesellschaft in Luxembourg					
48 Natixis Bank		4,609	4,125	11,74	
49 BHF-BANK International		4,453	4,618	-3,58	
50 Banque Transatlantique Luxembourg S.A.		4,331	2,908	48,93	
51 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.		3,874	4,610	-15,95	
52 Banque Ital Europa Luxembourg S.A.		3,820	9,314	-58,99	
53 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.		3,762	4,000	-5,99	
54 East West United Bank S.A.		3,446	3,115	10,62	
55 Andbank Luxembourg		3,250	0,653	397,61	
56 Banco Popolare Luxembourg S.A.		3,233	3,027	6,81	
57 DNB Luxembourg S.A.		2,998	2,489	20,46	
58 Credem International (Lux)		2,863	2,781	2,96	
59 BSI Luxembourg S.A.		2,800	2,559	9,41	
60 Banque Carnegie Luxembourg S.A.		2,757	1,782	54,68	
61 Banco Bradesco Europe S.A.		2,666	2,537	5,11	
62 Comex Banque (Luxembourg) S.A.		2,506	2,434	2,94	
63 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A.		2,345	2,429	-3,47	
64 Banque Pulaateco Dewey Luxembourg S.A.		2,261	1,083	108,79	
65 UBI Bank International S.A.		2,240	1,913	17,10	
66 Svenska Handelsbanken S.A.		2,040	1,778	14,72	
67 Banque Populaire dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A.		1,943	3,152	-38,35	
68 UniCredit International Luxembourg S.A.		1,937	1,780	8,82	
69 Société Européenne de Banque S.A.		1,266	1,390	-8,89	
70 Banque de Patrimoines Privés		1,221	0,593	105,90	
71 Hypo Pfandbrief Bank International S.A.		1,200	1,153	4,02	
72 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) S.A.		1,194	0,846	41,07	
73 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.		1,172	5,009	-76,60	
74 TD Bank International S.A.		1,028	1,779	-42,19	
75 Argentbank Luxembourg S.A.		0,979	0,621	57,60	
76 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A.		0,800	2,279	-64,89	
77 Fortuna Banque S.c.s.c.		0,777	0,396	96,24	
78 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A.		0,766	0,740	3,47	
79 Free! Internationale Sparkasse S.A.		0,746	0,769	-3,01	
80 Delen Private Bank Luxembourg S.A.		0,688	0,518	32,82	
81 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A.		0,645	2,780	-76,80	
82 Keytrade Bank Luxembourg S.A.		0,591	0,029	195,94	
83 Frankfurter Volksbank International S.A.		0,562	0,276	103,47	
84 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A.		0,466	0,395	17,91	
85 GPB International S.A.		0,330			
86 BCP S.A.		0,300			
87 EFG Bank (Luxembourg) S.A.		0,288	0,464	-37,85	
88 China Construction Bank (Europe) S.A.		0,279			
89 Bank of China (Luxembourg) S.A.		0,250	0,088	184,03	
90 Bank Leumi (Luxembourg) S.A.		0,213	0,240	-11,38	
91 ABLV Bank Luxembourg S.A.		0,058	0,000		
92 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A.		0,051	0,071	-28,87	
93 La Française AM Private Bank		0,001	0,560	-99,89	
94 Nomura Bank (Luxembourg) S.A.		0,000	0,000		
95 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A.		0,000	0,000		
96 Société Nationale de Crédit et d'Investissement		0,000	0,200	-100,00	
97 Catella Bank S.A.		3,818			
98 Lombard Odier (Europe) S.A.		3,247			
99 Banque Ohman S.A.		2,479			
100 John Deere Bank S.A.		0,000			
101 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.		0,000			
102 Advanza Bank S.A.					
103 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE					
104 Dexia Igé Banque S.A.					
105 PayPal (Europe) S.A. r.l. et Cie, S.C.A.					
106 Société Générale Financing and Distribution					
107 Société Générale LDG					
108 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.					
109 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A.					

■ Depotbanken sind einerseits Dienstleister für die Fonds, übernehmen aber gleichzeitig eine Kontrollaufgabe, was die Aktivitäten der Ver-

interview mit State-

Street-Chef Martin Dobbins

## Wachsende Kosten durch Vorschriften

Immer neue Regelwerke stellen die

Depotbanken vor große Herausforderungen

INTERVIEW: ANDREAS ADAM

waltungsgesellschaften anbelangt.  
Wie gehen Sie damit um?

Wir, als Depotbank, sowie auch die Verwaltungsgesellschaften des Fonds haben eine Verantwortung gegenüber den Anteilseignern der Fonds. Dabei gibt es ganz klare Bestimmungen, an die wir uns halten müssen. Wenn beispielsweise ein Fonds für europäische Aktien verhältnisweise in amerikanische Staatsanleihen investiert, kontaktieren wir die Verwaltungsgesellschaften und weisen sie darauf hin, damit es rückgängig gemacht wird.

**Bei State Street haben wir schon seit zwei Jahren eine Arbeitsgruppe, die sich nur mit der Implementierung von Fatca befasst.**

Martin Dobbins

**■ Finanzminister Pierre Gramagna sagt, die Zukunft des Finanzplatzes kommt nicht auf einem Bankgeheimnis begründet sein. Am 1. Januar beginnt der automatische Informationsaustausch in der EU. Auch Fatca wurde unterzeichnet. Was bedeutet das für die Depotbanken?**

Also Fatca wird die Depotbanken in verschiedenster Weise betreffen. Wir als Depotbank müssen konform sein, müssen die notwendigen Infrastrukturen und Lenkungsstrukturen haben und die Identifikations- und Steuerinformationen von unseren Kunden bekommen. Dabei müssen wir sowie unsere Kunden eine Identifikationsnummer („GIIN-Nummer“) bei den amerikanischen Steuerbehörden anfragen. Wir müssen im Zuge des Intergovernmental Agreement (IGA) instruiert werden, wie wir Informationen bereitstellen sollen, um unsere Systeme darauf auszurichten. Der Luxemburger Investmentfonds ist für die Identifikation der amerikanischen Anleger verantwortlich. Natürlich müssen wir uns auch auf unsere Kunden einstellen, damit wir ihnen Lösungen rund um Fatca anbieten können. Bei State Street haben wir schon seit zwei Jahren eine Arbeitsgruppe, die sich nur mit der Implementierung von Fatca befasst. Wegen des automatischen Informationsaustauschs haben wir nun begrenzte direkte Auswirkungen, werden wir unsere Kenntnisse im Bereich von Due Diligence und Berichterstattung weiter ausbauen.

**Banks**

**Front office**

**Strategy**

**Business plan**

**Feasibility analysis**

**Products**

**Customers**

**Pricing & fees**

**Markets**

**Tax & regulatory challenges**

**Banking transformation**

The world of finance is undergoing substantial changes as a consequence of the financial crisis and increased regulatory burden. These shifts in the financial landscape have created permanent changes for the Wealth Management industry.

In this changing environment, Luxembourg banks can seize the opportunities offered to export their unrivaled experience and tailored services to clients abroad in a more coordinated and transparent manner.

Banks need today to review and adapt their operating models to the new business environment and regulatory requirements in order to ensure compliance, profitability and sustainability.

KPMG's Financial Services practice combines rigorous analysis, deep understanding of the rapidly changing regulatory environment, and practical solutions to help banks face this challenging paradigm shift and embrace the transformation.

Visit us on  
[www.kpmgprivatebanking.com](http://www.kpmgprivatebanking.com)  
[www.kpmg.lu](http://www.kpmg.lu)

Visit  on [blog.kpmg.lu](http://blog.kpmg.lu) and follow KPMG Luxembourg on

© 2014 KPMG Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited company, is a subsidiary of KPMG Europe LLP and a member of the KPMG network of independent member firms affiliated with KPMG International Cooperative ("KPMG International"), a Swiss entity. All rights reserved.